

---

## DOSSIER DE PRESSE

---

Laurent MICHEL, Directeur Général  
de la Prévention des Risques,  
présente les objectifs 2012 et le bilan 2011  
de l'Inspection des installations classées

15 février 2012

# Sommaire

<b>I. L'inspection des installations classées</b>	<b>P.3</b>
➤ Repères	P.3
➤ Chiffres-clés 2011	P.4
<b>II. Les priorités d'actions 2012</b>	<b>P.5</b>
<b>III. Bilan du programme 2011</b>	<b>P.10</b>
➤ Faits marquants en 2011	P.10
➤ Focus sur...	P.12
<b>Annexes</b>	<b>P.35</b>
➤ Illustrations d'actions 2011 dans les régions	P.36
➤ Statistiques d'activité 2011 de l'inspection des installations classées	P.39
➤ Accidentologie des installations classées	P.46
<b>Glossaire</b>	<b>P.49</b>

# I. L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

## Repères

Les installations qui sont susceptibles de générer des risques ou des dangers pour l'environnement<sup>1</sup> ou des nuisances sont soumises à une police administrative spéciale, la police des installations classées.

Cette police est exercée, sous l'autorité des préfets de département, par l'inspection des installations classées qui regroupe **1 230 inspecteurs au 31 décembre 2011**.

Ce réseau piloté par la direction générale de la prévention des risques au ministère du Développement durable est déconcentré dans les **Directions régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)<sup>2</sup>** et dans les **Directions départementales (de la Cohésion Sociale et) de la Protection des Populations (DD(CS)PP)**.

L'action de prévention des risques liés aux installations classées s'organise autour de **deux thématiques principales** :

- **la prévention des risques accidentels,**
- **la prévention des impacts** à moyen-long terme (qualifiés de chroniques) liés aux émissions dans les différents milieux (eau, air, sol), aux produits, substances et préparations mis sur le marché ou à la gestion des déchets.

---

<sup>1</sup> Au sens de l'article L511-1 du code de l'environnement.

<sup>2</sup> Par DREAL, il faut entendre soit les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), soit la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) en Ile-de-France, soit les Directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) en Outre-Mer.

## Chiffres-clés 2011

### Autorisations

43 600 établissements soumis à autorisation et 1 000 soumis à enregistrement  
1 350 autorisations nouvelles et 70 enregistrements accordés en 2011  
6 250 modifications d'autorisation  
45 % des demandes d'autorisation de nouveaux projets ont été instruites en moins d'un an

### Déclarations

450 000 établissements soumis à déclaration  
10 500 installations nouvelles déclarées en 2011

### Visites, inspections, transparence

95 % des sites prioritaires inspectés dans l'année  
24 000 visites d'inspection réalisées  
10 000 visites approfondies  
90 000 documents sont en ligne, dont 55 000 arrêtés préfectoraux

### Prévention des risques accidentels

Etablissements Seveso seuil haut	616
Etudes de dangers instruites dans l'année	155
Investissements de réduction des risques à la source par les entreprises	175 M€
Visites d'inspection des Seveso seuil haut	1072
Comités locaux d'information et de concertation	365 sur 365
<b>Plan de prévention des risques technologiques prescrits (PPRT)</b> (sur une totalité d'environ 408)	<b>386</b>
PPRT approuvés au 01/01/2012	143

### Prévention des risques chroniques

Etablissements IPPC (dont 3 400 établissements industriels et 3 100 élevages)	6 500
Bilans de fonctionnement instruits dans l'année	207
Visites d'inspection d'établissements IPPC	4 000

## II. LES PRIORITES D' ACTIONS 2012

**Le Grenelle de l'environnement a fixé une feuille de route ambitieuse dans le domaine des pollutions et des risques sanitaires.** 2012 sera à la fois l'année de la finalisation du cadre réglementaire, de la consolidation des actions déjà engagées (PPRT, plan de maîtrise du vieillissement des installations industrielles, action de diagnostic des sols dans les écoles) et de lancement de grands chantiers tels que la mise en oeuvre du dispositif d'information sur les risques de pollution des sols.

**Un renforcement des actions de contrôle est prévu** pour garantir la qualité de l'environnement et guider les entreprises vers une performance environnementale accrue : **par exemple sur les installations de tri / traitement / transit de déchets de toute nature et, également, sur les installations industrielles situées dans des zones où les niveaux de concentrations en polluants dans l'atmosphère dépassent les valeurs limites.** De même, les contrôles sur la mise en oeuvre du règlement REACH sur les produits chimiques seront poursuivis.

### Renforcer l'information des entreprises sur la réglementation

Le Grenelle de l'environnement et le programme stratégique de l'inspection des installations classées pour la période 2008-2012 mettent l'accent sur la nécessaire information pédagogique des entreprises sur la réglementation à laquelle elles sont soumises. Seule une information complète sur l'ensemble des réglementations permet en effet d'en saisir les opportunités en terme de développement de nouveaux procédés ou de nouvelles substances, gages d'une compétitivité conservée des entreprises, et d'en anticiper les impacts.

Le ministère du Développement durable et l'inspection des installations classées ont décidé de poursuivre, en dehors des procédures individuelles d'instruction de dossiers, une démarche volontaire d'information des entreprises. Les organisations socio-professionnelles et les chambres consulaires jouent un rôle important pour mener à bien cet objectif et bénéficient pour cela d'un accès renforcé aux informations du ministère sur la réglementation.

- ⇒ **Action 2012 :** poursuivre, conformément au plan d'action d'information existant dans les DREAL, l'organisation de réunions sur la réglementation à destination des entreprises, notamment en ce qui concerne la réglementation sur les produits chimiques et la réglementation applicable aux élevages. Les documents élaborés au niveau national dans le cadre des mardis de la DGPR pourront être utilement réutilisés.

### Trois actions prioritaires pour prévenir les risques accidentels

#### 1) Les PPRT : protéger les populations contre les risques accidentels

En application de la loi du 30 juillet 2003 sur la prévention des risques technologiques, ce chantier est un axe prioritaire.

Des résultats importants ont d'ores et déjà été atteints :

- la réduction du risque à la source, arrêtée après instruction des études de dangers, a permis de diminuer significativement l'empreinte géographique des risques technologiques hors des limites des sites à risques ;

- un tiers des PPRT ont été approuvés ;
- les premières mesures foncières permettant aux populations exposées de déménager vers un site hors des zones d'effets des accidents potentiels ont été mises en œuvre.

Les DREAL, sous l'autorité des préfets, auront pour objectif d'avoir terminé la majorité des PPRT en 2012, notamment ceux présentant des enjeux faibles à moyens.

⇒ **Action 2012** : avoir approuvé 70% des PPRT.

## 2) Maîtriser les risques liés aux canalisations de transport et de distribution et aux équipements sous pression

Les canalisations de transport, selon leur localisation et les enjeux à proximité, sont susceptibles de nécessiter des mesures de gestion particulières. Les DREAL ont poursuivi en 2011 l'examen des études de sécurité des canalisations de transport qui devaient être rendues à l'administration au plus tard le 15 septembre 2009. Elles devront finir cet examen en 2012 et s'assurer que les mesures prioritaires de renforcement de la sécurité prévues par ces études (telles par exemple, la pose de dalles de protection dans les secteurs sensibles) sont réalisées avant l'échéance réglementaire du 15 septembre 2012.

⇒ **Action 2012** : avoir instruit la totalité des études de dangers des canalisations de transport rendues fin 2009 et vérifié la réalisation des mesures prioritaires de renforcement de la sécurité.

## 3) Lutter contre l'endommagement involontaire des canalisations de transport et de distribution

De nombreux accidents avec victimes se sont produits suite à l'endommagement des réseaux, notamment ceux de gaz, lors de chantiers de travaux publics.

La mise en œuvre de la réforme anti-endommagement est une priorité, tant pour l'administration centrale que pour les services déconcentrés du ministère, afin de prévenir de tels accidents. Cette réforme permet notamment d'assurer une meilleure information réciproque des opérateurs de réseaux et des entreprises chargées de travaux à proximité de tels réseaux, en bénéficiant notamment d'un guichet unique centralisé. Le site Internet du guichet unique recensant les réseaux, [reseaux-et-canalisation.gouv.fr](http://reseaux-et-canalisation.gouv.fr) a été mis en place en 2011 et les nouveaux textes ont été adoptés pour encadrer les responsabilités des différents acteurs. Au 31 mars 2012, les exploitants de réseaux devront avoir enregistré les coordonnées de tous leurs réseaux et au 1<sup>er</sup> juillet 2012, les principales dispositions encadrant les travaux à proximité de ces réseaux entreront en vigueur.

⇒ **Action 2012** : Les DREAL mèneront au moins 5 inspections par région et des actions d'information et de sensibilisation pour accompagner la mise en application des nouveaux textes au 1<sup>er</sup> juillet 2012.

## Opérations de prévention pour la santé et la sécurité dans les mines et carrières

Il existe en France près de 4 200 carrières employant 10 000 à 15 000 salariés très exposés à des risques professionnels.

Même si les accidents sont en nombre limité (quelques unités), leurs conséquences sont souvent dramatiques. Au-delà de ces aspects accidentels, le travail dans les industries extractives nécessite des précautions particulières (notamment bruit et vibration). Ainsi la transposition des directives européennes concernant le bruit (août 2008) et les vibrations

(juin 2009) ont été l'occasion de relancer des actions de contrôles pour vérifier la correcte application de la réglementation.

- ⇒ **Action 2012** : une attention particulière sera portée à la prévention et la réduction des accidents du travail. Des vérifications relatives aux conditions d'intervention des entreprises extérieures (spécialistes tels que des foreurs ou des personnels sachant mettre en œuvre les explosifs ou sous-traitance) sur les carrières seront réalisées. L'existence et le respect des plans de prévention (documents établis par les chefs d'entreprises identifiant les risques particuliers dus à l'interférence de personnes issues des deux entreprises) feront l'objet d'un examen approfondi.

## Epandage des élevages et des abattoirs

Si les épandages font l'objet d'une attention particulière lors de la procédure d'instruction des demandes d'autorisation, l'installation, une fois autorisée, doit assurer la traçabilité de la gestion de ses effluents.

- ⇒ **Action 2012** : les Directions départementales (de la cohésion sociale et) de la protection des populations (DD(CS)PP) contrôleront la traçabilité de la gestion des effluents.

## Produits chimiques : contrôle des obligations permettant une production et une utilisation sécurisées des produits chimiques, avec un accent particulier sur l'application de REACH

La réglementation européenne sur les produits chimiques vise à encadrer la fabrication, l'import / export, la distribution et la mise sur le marché de ces produits pour s'assurer que les risques qu'ils représentent pour l'environnement et la santé de l'homme sont maîtrisés.

Une action de contrôle, conduite depuis 2009 et qui monte en puissance chaque année, permet de vérifier le respect de l'obligation d'enregistrement des substances dans le cadre de REACH<sup>3</sup> afin de mieux évaluer leurs risques. 300 contrôles ont été effectués en 2011 sur ce thème.

Une action pilote conduite en 2011, qui sera généralisée en 2012, porte par ailleurs sur le respect d'une autre disposition de REACH : il s'agit de vérifier, via des prélèvements d'échantillons et des analyses, que les restrictions limitant la teneur de certaines substances présentant des risques inacceptables dans certains produits sont respectées. Par exemple, les pneus ne doivent pas contenir d'hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) qui sont cancérigènes et dangereux pour l'environnement.

L'absence dans les peintures de métaux lourds, cancérigènes, ou d'éthers de glycol, toxiques pour la reproduction, a également été vérifiée.

- ⇒ **Action 2012** : l'inspection des installations classées, en lien avec les autres corps de contrôle compétents (services des douanes, de l'inspection du travail et de la répression des fraudes notamment), poursuivra et intensifiera, en 2012, le programme de contrôle de la mise en œuvre de REACH initié depuis 2009.

---

<sup>3</sup> Règlement (CE) n°1907/2006 – « Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals »

Les contrôles porteront également sur les substances appauvrissant la couche d'ozone et les gaz à effet de serre fluorés (notamment utilisés dans les circuits de réfrigération).

En parallèle, des actions d'information et de sensibilisation viseront à donner aux opérateurs économiques, notamment les PME, une meilleure connaissance de la réglementation relative aux produits chimiques. Ces actions se feront en lien avec les Directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), les CCI et les fédérations professionnelles et pourront s'appuyer sur l'expertise et les outils développés par le service national d'assistance technique REACH assuré par l'INERIS.

## Contrôle des installations intervenant dans le traitement de « déchet »

L'année 2011 a été marquée par des défaillances importantes d'entreprises de tri, transit et regroupement de déchets. Ces défaillances ont un coût pour l'environnement et parfois pour la santé des riverains, mais aussi pour les finances publiques qui doivent assurer la mise en sécurité des sites laissés par les exploitants. Il a donc été décidé de lancer une action de contrôle forte sur l'ensemble de la chaîne de traitement des déchets, tant les installations de tri, transit, regroupement que les producteurs et les centres de traitement, en particulier dans le cadre des régimes de responsabilité élargie des producteurs (véhicules hors d'usage notamment).

- ⇒ **Actions 2012** : Les DREAL réaliseront des inspections approfondies des installations de tri, transit et regroupement, en contrôlant la nature des déchets entrants, la conformité des règles d'exploitation à la réglementation et le devenir des déchets sortants, notamment en vérifiant s'ils sont bien dirigés vers une filière d'élimination adaptée. En ce qui concerne les installations de stockage de déchets inertes, les Directions départementales du territoire (et de la mer) (DDT(M)) finaliseront le recensement des installations non autorisées et termineront au premier trimestre 2012 l'instruction des demandes d'autorisation en cours d'examen. Toutes les installations non autorisées devront être fermées ou remises en conformité avec la réglementation.

## Rejets atmosphériques des installations industrielles les plus émettrices concernées par un plan de protection de l'atmosphère (PPA)

Un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA), recensant l'ensemble des actions visant à améliorer la qualité de l'air, doit être réalisé dans toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants, ainsi que dans toutes les zones où les normes de la qualité de l'air sont dépassées ou risquent de l'être.

Il existe aujourd'hui en France une vingtaine de zones, soumises à la réalisation d'un PPA, dans lesquelles les concentrations en dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>) ou de particules de moins de 10 microns (PM<sub>10</sub>) dépassent les limites autorisées et où les émissions industrielles contribuent significativement, soit plus de 15%, aux émissions totales. Cela représente 8 zones de PPA relatives au NO<sub>2</sub> et 13 zones de PPA relatives aux PM<sub>10</sub>.

Les installations industrielles relevant de la directive IPPC sur la prévention et la réduction intégrées de la pollution situées dans ces zones feront l'objet de contrôles.



⇒ **Action 2012** : Les DREAL s'assureront de la bonne application des techniques disponibles telles que décrites dans les documents européens « BREF » pour les installations relevant de la directive IPPC et également pour les installations de chauffage urbain, les installations de combustion de biomasse ou toute autre installation jugée pertinente. Un minimum de 15 inspections par PPA sera réalisé en 2012.

## III. BILAN DU PROGRAMME 2011

### 1. Faits marquants en 2011

#### Une présence renforcée sur le terrain

**En 2011, 24 000 visites de terrain** ont été réalisées par les services d'inspections tant dans les établissements les plus importants en terme de risques (plus de 1 000 visites dans des établissements « Seveso ») que dans des établissements plus modestes qui engendrent des nuisances au quotidien (4 900 visites dans de petits sites relevant de la déclaration).

Ces contrôles qui étaient autrefois uniquement dédiés à l'approche de prévention des risques et de la pollution générée se sont enrichis d'approches complémentaires de contrôle des produits (REACH, biocides) et de sécurité des équipements industriels (appareils à pression, canalisations).

**Dans environ 12 % des cas, ces contrôles ont débouché sur une mise en demeure. Ils se sont traduits également par 1 200 procès-verbaux dressés dont plus de 650 ont relevé des délits.**

Le programme pluriannuel de contrôles qui fixe les fréquences d'inspections est respecté, garantissant notamment que **les établissements les plus dangereux et/ou polluants sont visités a minima une fois par an.**

Si cette présence forte sur le terrain porte ses fruits, la vigilance reste de mise et cet objectif reste bien évidemment une des priorités.

#### Des actions de fond en matière d'instruction des demandes d'autorisation ou de modification d'activités des sites

En 2011, près de 1 350 arrêtés d'autorisation et plus de 6 250 arrêtés complémentaires ont été signés sur proposition de l'inspection.

Si l'on constate toujours une diminution du nombre de demandes d'autorisation liée à la situation économique mondiale, l'augmentation significative du nombre d'arrêtés complémentaires (+ 24 %) est la traduction des efforts de l'administration et des exploitants en matière de réduction des risques et des pollutions. Une grande part de l'augmentation est imputable aux actions fortes dans le domaine de la réduction des substances polluantes dans le milieu.

Notamment, de nombreux travaux de réduction des risques et des nuisances ont fait l'objet d'une instruction de l'inspection en 2011 :

- actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans l'eau et dans l'air,
- établissements Seveso, dont établissements seuils bas,
- PPRT,
- infrastructures de transport de matières dangereuses,
- études de sécurités des canalisations.

2011 est également l'année de déploiement du régime d'enregistrement dont les textes initiant la mise en œuvre ont été publiés mi 2010.

Il s'agit d'un régime d'autorisation simplifiée réservé à des secteurs d'activités pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues et standardisées. Il permet une meilleure proportionnalité de l'action publique au regard des enjeux.

Le nombre de dossiers d'enregistrement représente 6 % des dossiers de demande d'autorisation déposés en 2011. 69 arrêtés d'enregistrement ont été signés. Ces dossiers sont centrés sur les secteurs de la logistique. Ce champ va s'étendre à d'autres secteurs en 2012 : par exemple, les petites installations de valorisation de déchets (méthanisation, compostage, installations de combustion de biogaz), l'agro-alimentaire (distillation, préparation de produits alimentaires).

## Davantage de concertation et de transparence vis-à-vis du grand public

Ces principes font partis des sujets fondamentaux mis en exergue dans le Grenelle de l'environnement et rappelés par la table ronde sur les risques industriels de juillet 2009.

Des efforts importants ont été accomplis dans ce domaine en matière :

- d'information sur les projets réglementaires,
- de mise en ligne des décisions,
- d'animation des instances locales d'information,
- d'actions de communication et de formation avec le partenariat des chambres consulaires et des fédérations professionnelles.

Depuis 2011, la DGPR organise également un mardi par mois des conférences d'information à destination des organisations professionnelles : « Les Mardis de la DGPR ». Les thèmes concernent l'actualité réglementaire et ils sont largement relayés au niveau local par les DREAL. Les supports de présentations sont téléchargeables à l'adresse suivante :

[www.developpement-durable.gouv.fr/Cycle-de-conferences-d-information](http://www.developpement-durable.gouv.fr/Cycle-de-conferences-d-information)

Par ailleurs, comme suite aux conclusions de la table ronde visant la fusion des diverses commissions existantes, le décret en date du 1<sup>er</sup> février 2012 organise la mise en place d'une « commission de suivi de site » unique gérant l'ensemble des problématiques du site.

Une autre modification du code de l'environnement a été introduite en 2010 pour améliorer l'information et la concertation du public. En complément des dispositions prévues antérieurement (annonces légales, affichages...), les documents - résumé non technique du dossier de demande, avis d'enquête publique ou de mise à disposition du public, mémoire en réponse du demandeur, rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur, extraits des arrêtés préfectoraux d'autorisation ou de refus...- sont désormais mis en ligne sur les sites Internet des préfetures.

## Et aussi...

- De façon plus générale, l'actualité des installations classées pour la protection de l'environnement a été marquée par l'entrée des éoliennes dans la nomenclature des ICPE et la prise des arrêtés ministériels les encadrant.
- Les textes transposant la directive sur le stockage souterrain de CO<sub>2</sub> ont été pris et publiés au journal officiel.
- 7 arrêtés ministériels de prescriptions générales concernant le régime de l'enregistrement ont été publiés en 2011 permettant, pour les rubriques concernées, l'entrée en vigueur effective du régime d'enregistrement.

## 2. Focus sur...

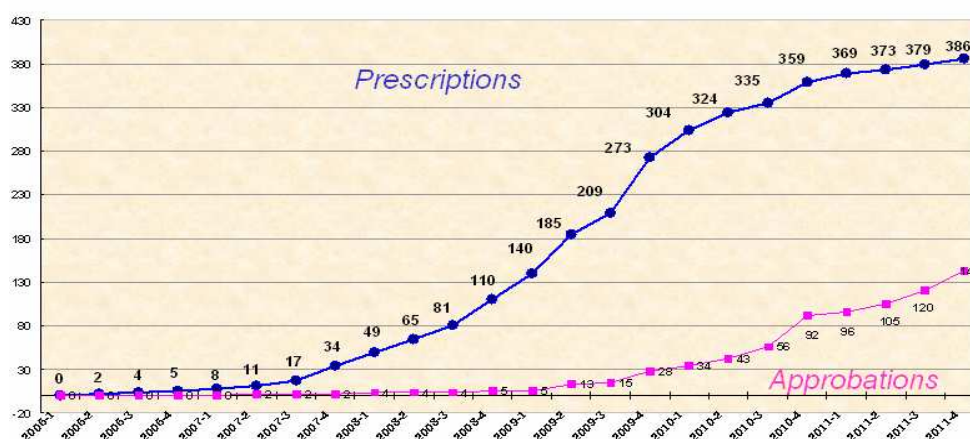
### Les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)

Créés par la loi du 30 juillet 2003, les Plans de Prévention des Risques Technologiques ont pour vocation de rendre les sites industriels compatibles avec leur environnement par une réduction préalable du risque à la source (aux frais de l'exploitant du site industriel) et par la mise en œuvre de :

- mesures foncières (expropriations, délaissements) vis-à-vis des constructions voisines dans les zones les plus exposées aux aléas industriels,
- travaux et aménagements sur les constructions existantes et futures dans les zones un peu éloignées,
- règles s'agissant de l'urbanisme futur.

Au total, 616 établissements sont concernés. Ce sont les sites soumis au régime de l'autorisation avec servitudes (équivalents au régime européen dit « Seveso seuil haut ») regroupés sur 408 bassins industriels, soit 408 PPRT à réaliser.

Le graphique ci-dessous présente ainsi l'évolution du nombre de PPRT prescrits et approuvés par trimestre :



Comme le montre le graphique ci-dessus, les premières années consacrées à l'élaboration des PPRT n'ont pas permis de prescrire ni d'approuver à la hauteur des objectifs particulièrement ambitieux fixés par la loi. En effet, il a été nécessaire, dans un premier temps, de caler les méthodologies, puis d'élaborer et d'examiner les enjeux et les études de danger. Dans le cadre de l'examen des études de danger, l'inspection s'est assurée, préalablement à la prescription des PPRT, que toutes les mesures possibles de réduction du risque relevant de la seule responsabilité des exploitants avaient été préalablement identifiées et prescrites. Ce sont ainsi près de 2 000 études de danger qui ont été instruites et les investissements réalisés pour la réduction du risque à la source se sont élevés à un montant de l'ordre de deux à trois cents millions d'euros par an depuis 2007 pour ces établissements soumis à PPRT. Ces actions ont apporté des effets notables. En effet, sur l'ensemble des PPRT, elles ont permis de réduire de 350 km<sup>2</sup> la surface des zones soumises à des mesures foncières (expropriations et délaissements), baissant ainsi leurs factures d'un milliard d'euros.

L'année 2011 a confirmé l'amélioration significative des approbations de PPRT. A la fin de l'année, 386 PPRT étaient prescrits, soit 94% des PPRT.

Bien que l'objectif ambitieux d'approuver 60% de PPRT fin 2011 n'a pas été atteint, 143 PPRT ont été approuvés, soit 36% des PPRT à réaliser. Le nombre de PPRT approuvés a ainsi presque doublé au cours de l'exercice 2011.

Par ailleurs, 5 conventions de mesures supplémentaires ont été finalisées cette année permettant ainsi d'économiser un nombre conséquent de mesures foncières, dont le coût financier et sociétal aurait été élevé du fait de la présence importante de riverains ou d'activités économiques dans les zones d'aléas.

Malgré l'avancement réalisé les deux dernières années, les services doivent rester mobilisés pour confirmer cette tendance et remplir les objectifs fixés pour l'année 2012 à savoir 70% des PPRT approuvés fin 2012.

### **Les mesures destinées à améliorer le dispositif des PPRT**

Au cours de l'année 2011, plusieurs dispositifs ont été créés ou explorés pour faciliter et accélérer l'instauration des PPRT.

Une des principales difficultés évoquées concerne le financement des travaux de renforcement du bâti qui incombe aux propriétaires individuels. Malgré un contexte budgétaire peu propice à la création d'aides fiscales, le Parlement a, par le biais de la loi de finances 2012, doublé le plafond du crédit d'impôt, le portant à 10 000 euros pour un célibataire et 20 000 euros pour un couple. Il a également renouvelé le crédit d'impôt à hauteur de 30% pour une durée de 3 ans, c'est à dire jusqu'à fin 2014. Des expérimentations sont également à l'étude pour tester l'accompagnement des riverains dans leurs démarches lorsqu'ils sont concernés par des travaux de renforcement.

En outre, les réflexions concernant la possibilité d'un financement par les collectivités et les industriels d'une part significative des coûts restant à la charge des propriétaires individuels se poursuivent. Le ministère poursuit la concertation qui pourrait conduire les collectivités et les industriels à donner leur accord pour une contribution à hauteur de l'ordre de 25% du coût des travaux chacun.

En matière de procédure d'élaboration, la réglementation a été modifiée pour simplifier l'approbation de PPRT comportant des mesures supplémentaires de réduction du risque à la source. Par ailleurs, un processus de financement par défaut a été introduit dans la loi pour fixer une répartition par tiers entre les parties (industriel, collectivités, Etat) en l'absence d'accord entre ces dernières.

En matière d'outils, les éléments méthodologiques à destination des services instructeurs sont régulièrement complétés pour les accompagner dans leur travail. A titre d'exemple, une note a précisé la modularité des mesures dans les zones d'activités économiques impactées par un PPRT.

Des démarches sont également en cours et se concrétiseront en 2012 pour améliorer l'information des riverains ou de potentiels acquéreurs. Enfin, un mécanisme de délaissement global pour les collectivités sera finalisé au niveau réglementaire afin de leur éviter d'avoir à gérer des immeubles partiellement vides.

# La maîtrise du vieillissement

## Contexte

Plusieurs incidents et accidents survenus ces dernières années dans les installations industrielles françaises ont pointé du doigt la problématique du vieillissement des installations, de leur maintenance et de leur surveillance : Ouverture d'un bac dans un dépôt pétrolier en 2007 ayant pollué sur près de 40 kilomètres les berges de la Gironde, fuites de canalisations en 2008 ayant nécessité trois mois de travail de 750 personnes pour dépolluer les berges de la Loire et les côtes atlantiques, rupture de canalisation à l'été 2009 souillant plusieurs hectares du parc régional de la Crau...

De tels incidents et accidents sont susceptibles de se reproduire, voire de devenir de plus en plus fréquents au regard de l'âge de l'outil industriel français - plus de 30 ans en moyenne pour le réseau de canalisations et même 45 ans pour les canalisations d'hydrocarbures, nombreuses plate-formes industrielles fondées dans les années 1950 à 1970, bacs de produits dangereux toujours exploités 50 ans après leur construction - si les outils de suivi, de maintenance et de remplacement ne sont pas optimisés.

Ce constat a conduit le ministère du Développement durable à lancer fin 2008 l'élaboration d'un plan pour la maîtrise du vieillissement dans les installations industrielles. Tous les secteurs industriels sont concernés avec de façon plus spécifique l'ensemble de la filière du pétrole et de ses produits dérivés ainsi que le secteur de la chimie.

## Cadre réglementaire et échéances

Les engagements du plan de modernisation présenté le 13 janvier 2010 ont été transposés en grande partie dans la réglementation nationale au cours de l'automne 2010.

Ces textes prévoient notamment la montée en puissance du plan de modernisation en fixant des échéances précises en matière de mise en œuvre de contrôle des équipements industriels (de juin 2011 à décembre 2014).

Pour chaque type d'équipement (tuyauteries, réservoirs, ouvrages de génie civil, instrumentations de sécurité, équipements sous pression), les arrêtés fixent des obligations en matière de suivi et de réparation, en s'appuyant sur des guides professionnels reconnus par le ministère du Développement durable..

Thématique	État initial	Programme d'inspection/surveillance
Réservoirs cryogéniques	30/06/2011	31/12/2011
Réservoirs de stockage	31/12/2011	30/06/2012
Capacités / tuyauteries	31/12/2012	31/12/2013
Cuvettes de rétention / Massifs de réservoirs	31/12/2011	31/12/2012
Supports de tuyauteries, caniveaux et fosses humides	31/12/2012	31/12/2013
Mesures de maîtrise des risques instrumentées	31/12/2013	31/12/2014

## Actions 2011

En raison d'échéances réglementaires survenant dès 2011, une action « coup de poing » a été mise en place par le ministère. Cette campagne a donné lieu à des présentations de la nouvelle réglementation mais également à des contrôles sur site.

134 inspections ont été menées et ont permis de relever 42 non-conformités. On peut noter que cette action a permis une sensibilisation des exploitants aux exigences du plan ainsi qu'aux échéances associées.

Parallèlement à cette action au niveau local, le travail d'élaboration et de reconnaissance des guides professionnels s'est poursuivi pendant l'année 2011 au niveau de l'administration centrale, avec 4 guides déjà reconnus officiellement (dont le guide « périmètre »). Les 4 guides restants doivent être validés au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2012.

## Actions 2012

L'action « coup de poing » est reconduite pour l'année 2012 avec deux objectifs majeurs décrits dans la circulaire du 28 décembre 2011 :

- Poursuivre le travail de sensibilisation qui a été commencé. Plusieurs formations et présentations ont été effectuées fin 2011 par le ministère auprès des DREAL, des industriels et des bureaux d'études. Les services déconcentrés sont invités à tenir des réunions d'information ou à participer à celles mises en place par les organisations professionnelles.
- Vérifier par une campagne d'inspections (objectif de 300 visites au niveau national) le respect des échéances réglementaires de 2011 et 2012.

## Les véhicules électriques : Stationnement et recharge dans les parkings souterrains

Le déploiement du véhicule électrique est une opportunité économique et environnementale pour la France. Le plan national pour le développement de cette filière prévoit en effet la mise en circulation de 2 millions de véhicules électriques d'ici 2020. Comme pour toute nouvelle technologie, il est important d'identifier et de maîtriser les risques le plus en amont possible.

Les premiers résultats des études théoriques menées sur la sécurité de cette filière ont été présentés en juin 2011 aux différentes parties prenantes du déploiement du véhicule électrique sur le territoire. A cette occasion, le choix de traiter prioritairement du stationnement et de la recharge de ce type de véhicules en milieu confiné a été retenu, afin de permettre aux projets d'équipement des parkings souterrains de se développer à court terme en toute sécurité.

Conformément aux engagements pris par les constructeurs français en réponse à la DGPR (Direction Générale de la Prévention des Risques) et à la DGSCGC (Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises) au ministère de l'intérieur, des essais incendie en grandeur réelle ont été menés en présence des pouvoirs publics sur différents types de batteries et de véhicules entiers afin de mieux appréhender les risques et identifier les mesures à prendre en matière de sécurité. Ces essais ont eu pour objectifs d'analyser la toxicité des fumées émanant de l'incendie d'un véhicule, les risques de propagation de l'incendie aux véhicules voisins ainsi que les modalités d'extinction par les sapeurs-pompier.

Les premiers enseignements qu'il est possible de tirer de ces essais ont été présentés par la DGPR et la DGSCGC, le 22 décembre 2011, aux principaux intéressés (notamment les constructeurs concernés, des gestionnaires de parkings, des collectivités, des gestionnaires de parcs de véhicules).

Ces tests comparatifs entre véhicules thermiques et véhicules électriques montrent que les risques sur les véhicules testés sont globalement équivalents en matière de toxicité des fumées d'incendie et qu'il n'est donc pas nécessaire de prendre des précautions spécifiques contre ce risque toxique pour les véhicules électriques.

Ces essais ont par ailleurs mis en évidence la nécessité d'adapter les techniques d'intervention des sapeurs-pompier en vue de maîtriser les feux de véhicules électriques dans des délais comparables à ceux des véhicules thermiques classiques tout en limitant la propagation aux véhicules voisins.

Au vu de cette nécessité d'adaptation et eu égard aux contraintes d'intervention dans les parcs de stationnement couverts recevant du public, il est prévu :

- de limiter l'implantation des stations de charge (pouvant regrouper jusqu'à dix véhicules) aux niveaux de parkings les plus faciles d'accès, afin de faciliter l'intervention des services de secours ;
- de délimiter ces stations par des parois pare-flammes afin de favoriser la mise en œuvre des mesures adaptées d'intervention sur le sinistre en concentrant les moyens sur cette zone protégée ;
- en dehors des zones des stations de charge, de s'assurer que les postes de charge individuels sont judicieusement répartis et isolés. En revanche, le simple stationnement de ces véhicules peut être banalisé au sein des parkings souterrains sans créer de zones dédiées particulières.

Des adaptations seront étudiées en fonction des moyens de prévention qui équiperont les parkings.



La concertation en cours notamment avec les constructeurs et les gestionnaires de parkings, permettra de disposer au premier trimestre 2012 d'un cahier des charges réglementaire affinant ces différentes pistes et précisant les conditions d'implantation de postes individuels ou de stations d'infrastructures de charge de véhicules électriques dans les parcs de stationnement couverts. Ce cahier des charges permettra aux préfets d'instruire rapidement leur implantation dans les parkings souterrains.

D'autres travaux sont par ailleurs menés en lien avec les constructeurs automobiles afin de garantir la sécurité de la recharge des véhicules sur des installations électriques domestiques. Les constructeurs ont décidé notamment de s'engager sur un cahier des charges garantissant que la puissance de recharge du véhicule sera adaptée aux caractéristiques de chaque installation.

Toutes les mesures proposées durant cette phase de lancement de la filière électrique ont été bâties selon le principe de précaution du fait de l'état des connaissances actuelles basées sur un faible nombre de véhicules testés et l'absence d'un retour d'expérience. Ce retour d'expérience permettra d'une part de s'assurer de l'efficacité des mesures mises en place et, d'autre part, d'intégrer les améliorations qui s'avèreraient nécessaires dans la conception des véhicules électriques et des batteries en vue du développement pérenne de cette filière à grande échelle à moyen terme. Les constructeurs automobiles français et les gestionnaires de parkings contribueront à cette démarche.

## La résorption des PCB

La résorption des PCB fait partie des actions nationales prioritaires et pluriannuelles pour l'inspection des installations classées, explicitées par les circulaires du 23 janvier 2008, du 20 janvier 2009, du 13 janvier 2010 et du 30 décembre 2010.

Le décret du 18 janvier 2001 modifiant le décret du 2 février 1987 transpose en droit français la directive 96/59/CE du Conseil du 16 septembre 1996 concernant l'élimination des polychlorobiphényles et des polychloroterphényles (PCB et PCT). Ainsi, un plan de décontamination et d'élimination des appareils de plus de 5 litres et contenant des PCB à plus de 500 ppm (partie par million) a été approuvé par arrêté du 26 février 2003. Ce plan a prévu un calendrier de décontamination pour les appareils les plus pollués (contenant plus de 500 mg/kg) afin qu'ils aient tous été décontaminés au 31 décembre 2010, conformément à l'échéance communautaire.

L'action nationale 2011 a porté plus spécifiquement sur la vérification de l'achèvement des opérations effectives de traitement ou d'élimination des appareils contenant plus de 500 ppm pour l'ensemble des détenteurs n'ayant pas fourni les justificatifs de traitement des appareils concernés à la date du 31 décembre 2010.

La base de données PCB gérée par l'ADEME regroupe l'ensemble des informations relatives aux détenteurs d'appareils ayant procédé à une déclaration préfectorale. Une mise à jour importante des informations qu'elle contient a été réalisée en 2009 et 2010. Une action spécifique relative à la mise à jour des informations de la base de données nationale a été réalisée en 2011 pour 869 détenteurs n'ayant pas effectué de mise à jour de la base depuis 2009. L'inventaire national est notamment l'outil privilégié de planification et de suivi de l'action nationale de résorption des PCB depuis son lancement.

Ainsi, l'action nationale de résorption des PCB a été déclinée en 2011 en plusieurs axes :

- 984 détenteurs déclarés non conformes au vu des données disponibles ont reçu un courrier de rappel en 2011 ;
- le contrôle de l'effectivité des opérations d'élimination ou de décontamination pour les appareils les plus pollués : 510 visites d'inspection ont été menées en 2011 afin de contrôler les détenteurs d'appareils pollués en fonctionnement qui devaient éliminer leur appareil avant le 31 décembre 2010, et qui n'avaient pas fourni les justificatifs des opérations de traitement.

Les contrôles des détenteurs d'appareils ont porté sur la vérification du taux de pollution et des caractéristiques des appareils pouvant contenir des PCB (basé sur des résultats d'analyse), l'existence de l'étiquetage correspondant, puis l'effectivité des traitements opérés (lorsque les appareils étaient contaminés à plus de 500 ppm) et les conditions de ces opérations (existence d'un Bordereau de Suivi des Déchets Dangereux dûment renseigné, prestataire agréé pour le traitement, procédure de cessation d'activité si l'activité était encadrée par la réglementation relative aux installations classées).

La mobilisation importante des services de l'inspection dans cette action a permis :

- pour les détenteurs du régime général, de diminuer significativement le nombre d'appareils de plus de 500 ppm de PCB en service : le nombre d'appareils pollués à plus de 500 ppm ou susceptibles d'être pollués à plus de 500 ppm en service est passé de 8667 appareils début 2011 (2073 détenteurs) à 2480 appareils (689 détenteurs) au 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;
- pour des détenteurs ayant un plan particulier d'élimination, de clôturer la totalité des plans particuliers de plus de 300 appareils. Pour les plans particuliers de moins de 300 appareils, le nombre de détenteurs est passé de 17 plans particuliers non clôturés à 3 en janvier 2012. Les trois détenteurs restants font l'objet d'un suivi régulier de l'inspection.

Type de détenteurs	Nombre de détenteurs	Nombre d'appareils inventoriés (2002)	Nombre d'appareils contenant plus de 500 ppm ou teneur inconnue	Appareils restant à éliminer au 1 <sup>er</sup> janvier 2012
Détenteurs de plans particuliers de plus de 300 appareils				
ErDF	1	449400	68017	0
Autres détenteurs	12	-	18 000	0
Détenteurs de plans particuliers de moins de 300 appareils				
Régies	10	Plans clôturés depuis avril 2011		
Autres détenteurs	99	-	3266	6
Détenteurs du régime général	7099	43073	30145	2480

L'inspection des installations classées a témoigné de la plus grande fermeté vis-à-vis des manquements à la réglementation. Ainsi, **329 arrêtés préfectoraux de mise en demeure ont été proposés en 2011 et 56 procès-verbaux ont été dressés**. 16 sanctions administratives (consignation de somme) ont également été proposées lorsque les détenteurs d'appareils ou les exploitants n'avaient pas mis fin aux dérives constatées.

La détention de matériels contaminés aux PCB/PCT, au-delà de 30 litres de produits est soumise à déclaration ou autorisation. Les installations de dépôt, de regroupement ou de démantèlement de ces équipements ont fait l'objet de visites d'inspection par sondage depuis début 2010. En 2011, cette action s'est poursuivie avec l'inspection de 17 sites de dépôts.

En 2010, **86 visites d'inspection** sur les sites de dépôts autorisés ont été menées. Ces dépôts se sont multipliés dès 2008 chez les entreprises qui détenaient le plus d'équipements pollués (notamment les entreprises de réseaux et de distribution d'énergie). **Toutes les installations agréées qui démantèlent, traitent et éliminent les transformateurs et condensateurs contaminés ont été inspectées en 2010.**

**Il est prévu en 2012 de terminer l'action de résorption des PCB**, avec le suivi étroit des détenteurs ayant fait l'objet de mise en demeure. Une procédure d'amende administrative a été mise en place pour l'année 2012.

## Le Grenelle de l'environnement en action : l'encadrement réglementaire est quasiment complet pour appliquer les engagements du Grenelle dans le domaine des risques

Les engagements du Grenelle de l'environnement dans le domaine des risques industriels et sanitaires sont repris dans le titre V intitulé «risques, santé, déchets» de la loi Grenelle 2 du 12 juillet 2010.

**89 % des décrets prévus dans ce titre de la loi Grenelle 2 sont maintenant publiés, en cours de signature par les ministres ou pour deux d'entre eux en phase finale d'examen par le Conseil d'Etat.**

**Parmi les décrets publiés, peuvent être cités notamment :**

- les textes sur **la qualité de l'air intérieur** :
  - **l'étiquetage obligatoire des matériaux de construction** en fonction de leurs émissions en composés organiques volatils, qui est en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour tous les nouveaux matériaux et s'appliquera en 2013 aux matériaux existants,
  - **la surveillance obligatoire de la qualité de l'air dans les établissements recevant du public**, notamment les écoles et crèches d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2015,
  - les valeurs guides de la qualité de l'air intérieur qui fixent un objectif de qualité à atteindre dans un délai donné.
  
- dans le domaine des **déchets**:
  - **trois décrets créant de nouvelles filières dites de «responsabilité élargie du producteur» pour améliorer le tri et le recyclage** : le décret sur les déchets perforants des activités de soins (DASRI), le décret sur les déchets de meubles et le décret sur les déchets dangereux des ménages (feux d'artifice, pots de peinture...),
  - le décret créant un censeur d'Etat au sein des Eco-organismes,
  - le décret imposant un diagnostic déchets lors de la démolition des bâtiments,
  - le décret réformant les plans de gestion des déchets et **rendant obligatoire le tri à la source des biodéchets** par les gros producteurs.
  
- dans le domaine des **risques industriels** :
  - le décret donnant aux préfets la possibilité d'imposer des mesures préventives suite aux études de danger des infrastructures de transport de matières dangereuses,
  - les décrets créant un guichet unique de recensement des réseaux ainsi que celui redéfinissant les précautions à prendre en cas de travaux à proximité de ces réseaux.
  
- en ce qui concerne l'application du **principe de précaution** :
  - le décret rendant obligatoire **l'affichage du débit d'absorption spécifique (DAS) sur les téléphones mobiles** proposés à la vente,
  - le décret rendant obligatoire **la déclaration annuelle des nanomatériaux** mis sur le marché est en cours de signature par les ministres.
  
- pour les **éoliennes** terrestres :
  - le décret et les arrêtés de prescription réglementant les parcs éoliens dans le cadre des installations classées pour la protection de l'environnement,
  - le décret définissant les garanties financières permettant de couvrir le développement des éoliennes en fin de vie.
  
- dans le domaine de la concertation :
  - le décret unifiant sous forme de « commissions de suivi de sites » et étendant les différents types de commissions locales d'information et de concertation multipartites créées autour des installations industrielles.

D'autres décrets sont en cours d'examen final au Conseil d'Etat : le décret sur l'harmonisation des consignes de tri de déchets, et le décret encadrant les ZAPA (zones d'action prioritaires pour l'air).

Enfin, les décrets restant à adopter sont tous en phase finale d'élaboration et devraient être publiés début 2012 : création d'une consigne obligatoire pour les bouteilles de gaz, information sur les risques de pollutions des sols (information par l'Etat, prise en compte dans les documents d'urbanisme et informations à fournir par les vendeurs) et création d'un dispositif de surveillance des champs électromagnétiques autour des antennes-relais.

## Les rejets toxiques

Afin d'améliorer la qualité des milieux (air, eau, sol) et de garantir la santé des populations, plusieurs actions pluriannuelles de l'inspection des installations classées visent à réduire les rejets toxiques en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- dans le cadre de la mise en œuvre du second Plan national santé environnement (PNSE 2), l'action REISTA (action de réduction des émissions industrielles de substances toxiques dans l'air) vise, à l'échéance 2013, à réduire les émissions de 6 substances ou familles de substances toxiques dans l'air et dans l'eau ;
- l'action RSDE (action de recherche et réduction des émissions de substances dangereuses dans l'eau) prévoit depuis 2009 une caractérisation généralisée de l'ensemble des rejets dans le milieu aquatique venant des installations classées autorisées, conformément aux obligations fixées par les directives européennes du 23 octobre 2000. A l'issue de cette étape initiale de caractérisation, seront mises en œuvre au sein des ICPE des actions de réduction ciblées afin de respecter les objectifs de réduction et de suppression des rejets, émissions et pertes des substances dangereuses prioritaires.

La mise en œuvre de ces deux actions permettra à moyen terme d'obtenir des réductions tangibles de rejets toxiques dans l'environnement.

### L'action REISTA (action de réduction des émissions industrielles de substances toxiques dans l'air)

Le deuxième Plan national santé environnement (PNSE 2) prévoit la réduction de **30 % des émissions de 6 substances** ou familles de substances toxiques **dans l'air et dans l'eau** (benzène, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), polychlorobiphényles (PCB) et dioxines - furanes, arsenic, mercure et solvants chlorés) **à l'échéance 2013**.

Les sources d'émissions pour ces substances sont multiples : les transports, l'habitat individuel et les rejets industriels.

Cette action poursuit l'action du premier PNSE, en l'étendant aux rejets aqueux et en s'intéressant à l'ensemble des émetteurs. Elle est cohérente, pour son volet relatif à l'eau, avec l'action de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) qui concerne un nombre beaucoup plus important de substances.

Cette action de réduction des émissions industrielles vise **422 établissements répartis sur l'ensemble du territoire**. Elle était inscrite dans le programme de travail 2011 de l'inspection des installations classées et elle est portée par la circulaire du 21 mai 2010 relative à la réduction des émissions industrielles de substances toxiques dans l'air.

### Une action en 2 axes

1. **Réduction de 30% des émissions de 6 substances** : la stratégie de réduction s'inscrit dans la continuité du programme d'action lancé à la suite des premiers bilans de fonctionnement prévus par l'arrêté ministériel du 29 juin 2004. L'action REISTA repose aussi sur l'examen et la prise en compte de la sensibilité environnementale et sanitaire autour des sites industriels.

2. **Amélioration des connaissances sur les émissions** : pour certaines substances visées dans l'action REISTA (HAP, dioxines, PCB), l'inspection dispose de peu d'informations et de retours d'expériences sur les rejets effectifs des sites ; ces substances n'étant pas systématiquement réglementées dans les arrêtés ministériels et préfectoraux. L'action REISTA encourage donc la réalisation d'investigations sur le rejet de ces substances à l'émission de certains sites.

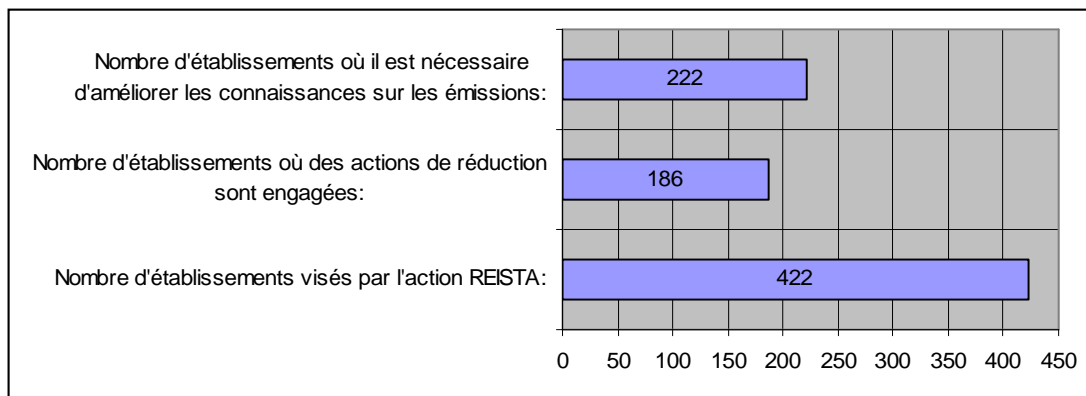
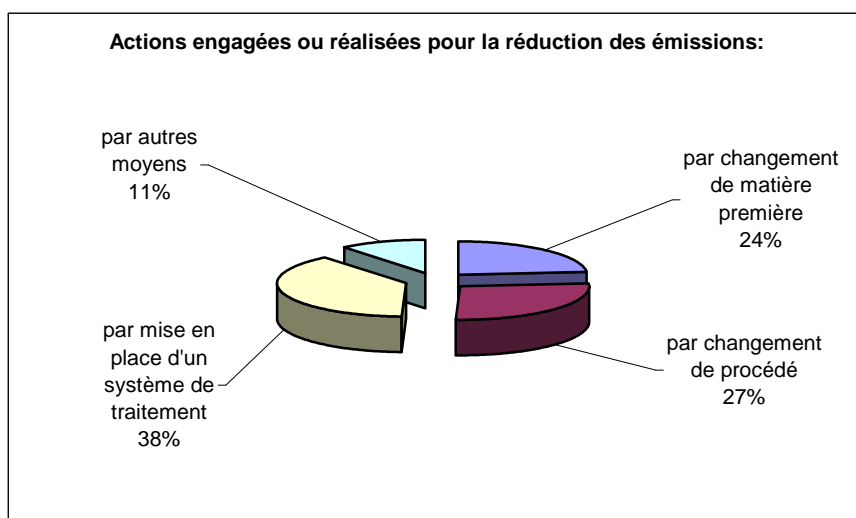


Figure 1 : chiffres de janvier 2011

Figure 2 : répartition des modes de réduction mis en place pour l'atteinte des objectifs

Pour **186 établissements**, des efforts de réduction des émissions ont été poursuivis en 2011 en engageant d'importants programmes sur la mise en place de système de traitement et par le changement de procédés et de matières premières.

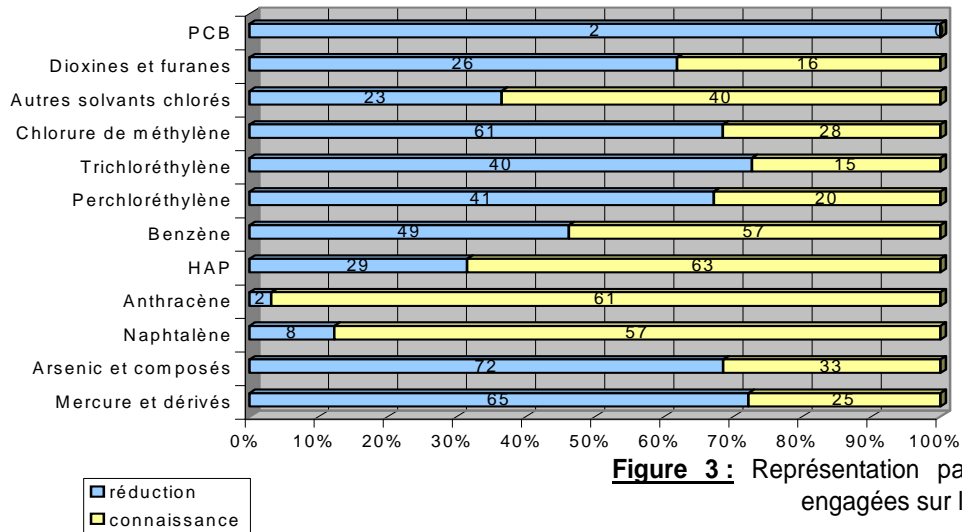


### Des résultats à mi parcours encourageants

Pour les sites où des actions de réduction ont été initiées, on observe déjà des niveaux de réduction par polluants significatifs. L'action REISTA se poursuit sur la durée du PNSE2 ; les résultats des réductions seront disponibles en 2013.

En 2011, les services de l'inspection des installations classées ont continué les efforts d'investigations sur les sites visés par l'action REISTA.

## Action de l'inspection en fonction des polluants



**Figure 3 :** Représentation par polluants des actions engagées sur les sites :

- 1) **action de réduction** (ex : prescription de réduction dans l'arrêté préfectoral du site),
- 2) **action d'amélioration** des connaissances sur les émissions des sites (ex : contrôles inopinés prescriptions de surveillance à l'émission, ..)

Certaines régions mènent des actions pilotes sur certains secteurs industriels pour améliorer les connaissances sur le rejet des substances toxiques

### Zoom sur l'action pilote de la DREAL Lorraine

La DREAL Lorraine a engagé une opération pilote sur **l'ensemble des centrales d'enrobage de bitume fixes de la région (environ 30 sites)** ; les polluants ciblés sont principalement les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), le benzène et les composés organiques volatils.

L'opération engagée par la DREAL Lorraine comporte trois volets :

1. amélioration des connaissances sur les émissions canalisées des centrales d'enrobage,
2. diagnostic des sources d'émissions canalisées, diffuses et fugitives des centrales d'enrobage à chaud,
3. campagne de surveillance environnementale autour de quelques centrales d'enrobage, pour disposer de données sur les rejets diffus.

La DREAL Lorraine a imposé par arrêté préfectoral aux exploitants de centrales d'enrobage de bitume la réalisation de mesures des émissions canalisées. Ces campagnes de mesures ont été réalisées en 2011.

Les deux autres volets font intervenir des prestataires extérieurs et leur financement est entièrement pris en charge par l'Etat dans le cadre du plan régional santé environnement.

Les résultats de l'action pilote sont attendus pour 2012.

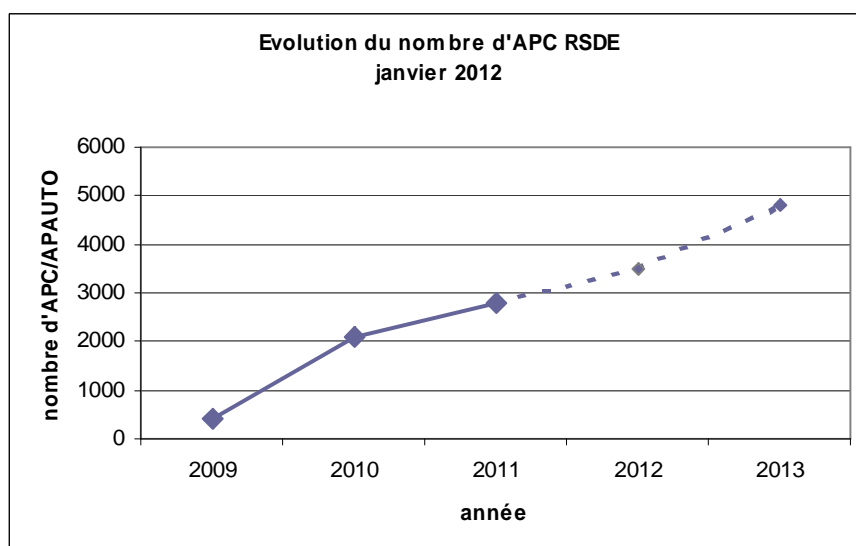


## L'action RSDE (action de recherche et réduction des émissions de substances dangereuses dans l'eau)

L'action RSDE comporte schématiquement 3 phases successives :

- une première phase de surveillance initiale des rejets de l'installation par l'exploitant : elle comprend six analyses au pas de temps mensuel portant sur l'ensemble des paramètres associés à l'activité du secteur industriel auquel peut être rattachée l'installation considérée,
- la mise en place de la surveillance pérenne qui ne se poursuit que sur les substances les plus dangereuses et/ou rejetées dans des quantités significatives par le site considéré,
- la mise en œuvre d'études de réduction menées sur les substances les plus dangereuses et/ou rejetées dans des quantités significatives par le site considéré.

Depuis 2009, la deuxième phase de l'action nationale de recherche et réduction des émissions de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) a été lancée auprès des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation et ayant un rejet dans le milieu aquatique. Les circulaires du 5 janvier 2009 et du 27 avril 2011 présentent le cadre d'application de la mise en œuvre de la surveillance initiale et les modalités de définition de la surveillance pérenne et de lancement des études de réduction.

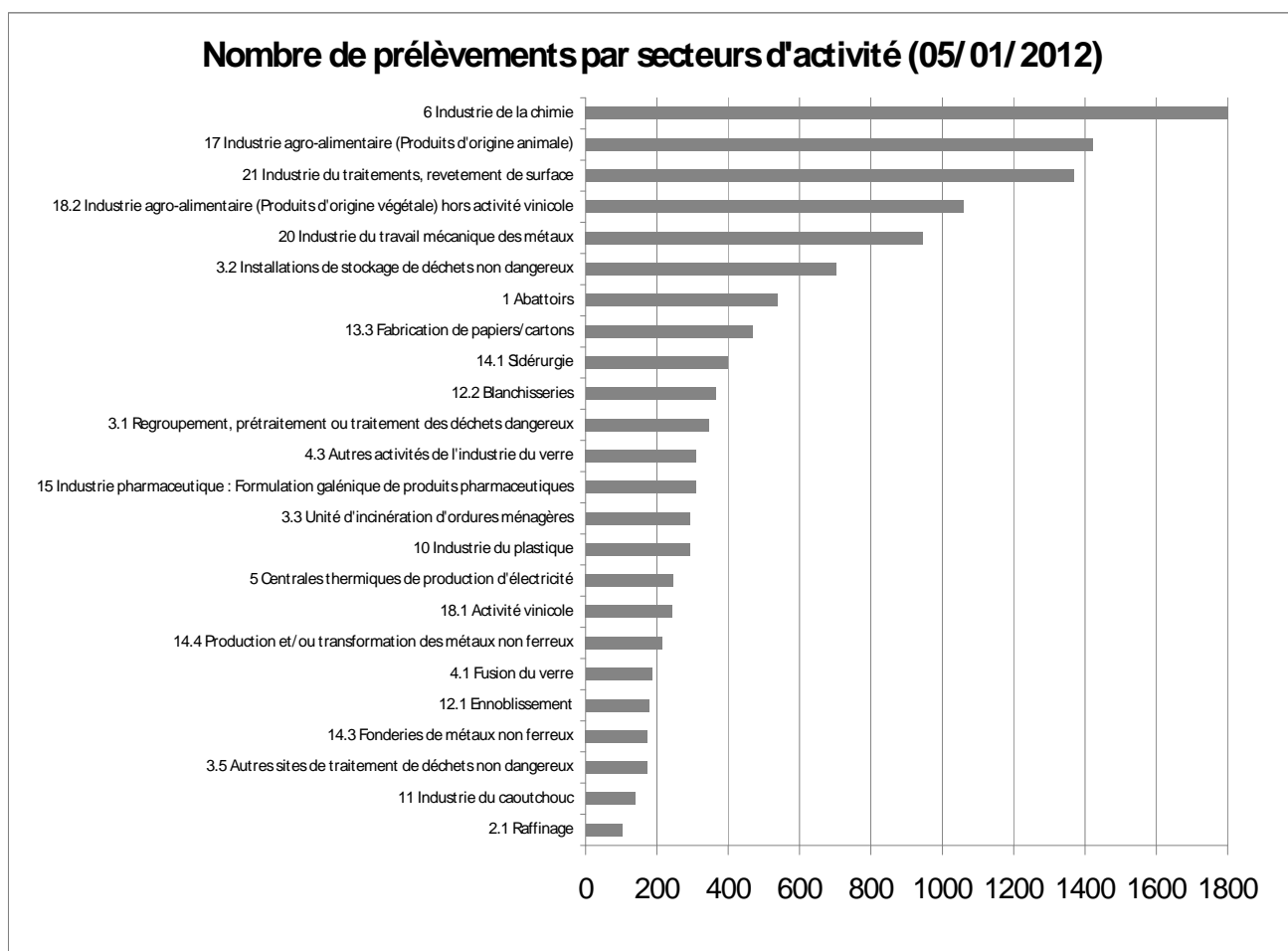


Plus précisément, la note du 27 avril 2011 définit des seuils en flux absolus pour mettre en place les programmes d'action et les études technico-économiques, en tenant compte de la dangerosité et de la quantité des substances retrouvées dans les rejets du site considéré lors de la surveillance initiale. Elle précise également les cas dans lesquels l'exploitant doit établir annuellement une déclaration des émissions polluantes de ses rejets de substances basée sur des mesures trimestrielles (surveillance pérenne).

Ainsi, en application de cette démarche, depuis 2009, **3050 arrêtés préfectoraux complémentaires ou arrêtés préfectoraux d'autorisation ont été pris, dont 870 signés en 2011**. L'action doit se poursuivre en 2012 et 2013 et devrait conduire à un total de l'ordre de 3500 à 4500 arrêtés de surveillance.

En janvier 2012, trois ans après le démarrage de cette action, 340 700 résultats de mesures de substances dangereuses portant sur les rejets aqueux de 39 secteurs et sous-secteurs d'activité ont été apportés dans la base de données nationale. Cette base doit permettre d'identifier les substances caractéristiques rejetées par secteur industriel et les substances pouvant, suite à une analyse sectorielle ou géographique au niveau national, faire l'objet de réduction.

Le graphique ci-dessous présente, au 5 janvier 2012, la répartition des prélèvements pour analyses en fonction des secteurs d'activité :



Les premiers rapports de bilan de surveillance initiale ont été instruits par l'inspection des installations classées en 2011. Ainsi, les premiers arrêtés préfectoraux de surveillance pérenne portant sur les substances rejetées en quantité significative ou posant un problème de comptabilité avec le milieu local en présence ont pu être signés dès 2011.

Pour les sites bénéficiant d'un arrêté de surveillance pérenne et conformément aux délais fixés dans ces arrêtés, des études concernant la réduction et la suppression des substances ont démarré en 2011.

Pour ce faire, des guides établis au niveau national ont été diffusés en 2011 afin d'aider industriels et inspecteurs à réaliser et instruire ces études de réduction, en vue de contribuer aux objectifs de la DCE de réduire les émissions de certaines substances et de permettre d'atteindre ou de conserver le bon état des masses d'eau en 2015.

En terme de résultats concrets, plusieurs installations ont déjà pu chiffrer les émissions de substances dangereuses évitées dans les rejets aquatiques suite à la mise en œuvre d'actions de réduction ou de suppression de substances dangereuses. Par exemple, en 2011, plusieurs sites exerçant une activité de traitement de surface ont supprimé totalement leurs rejets vers le milieu aquatique sous l'impulsion de l'action RSDE.

**Cette réduction est évaluée dans la région Centre à plus de 2500 tonnes de rejets de métaux évités grâce à la suppression de certains rejets de substances. Un site a également par le biais d'un changement de procédé, réduit de 99% ses rejets de nickel, évitant ainsi le rejet de 21 kg par an dans le milieu aquatique.**

# Diagnostics de pollution de sols dans les établissements recevant des populations sensibles

## Une démarche d'anticipation

Le plan national santé-environnement 2009-2013 prévoit de réduire l'exposition aux « substances préoccupantes » dans les bâtiments accueillant des enfants. Ceci implique l'identification des établissements accueillant les enfants et les adolescents construits sur ou à proximité de sites éventuellement pollués.

Le ministère du Développement durable a, en liaison avec le ministère de l'éducation nationale, et le ministère chargé de la santé, lancé une campagne nationale de diagnostics dans les établissements recevant des populations sensibles. La maîtrise d'ouvrage déléguée de cette opération a été confiée au BRGM, dans le cadre des financements du Grenelle de l'environnement.

Ces diagnostics constituent une démarche de précaution qui n'est pas motivée par une inquiétude sur l'état de santé des enfants, mais qui ont pour but de vérifier les milieux d'exposition des populations sensibles.

Depuis 2010, des diagnostics ont été engagés sur 900 établissements recevant des enfants et des adolescents répartis sur 70 départements pour une durée de 3 ans. Ils se poursuivront ensuite dans les autres départements à partir de 2012.

## De nombreux diagnostics réalisés début 2011

Grâce à l'engagement des DREAL et des correspondants IFFO-RME (Institut français des formateurs en risques majeurs et protection de l'environnement), les diagnostics ont été lancés en 2010 dans des conditions d'information permettant une bonne compréhension de la démarche, notamment par les maîtres d'ouvrage et le personnel enseignant.

Le rythme d'engagement des diagnostics est resté soutenu en 2011, 551 diagnostics, soit plus de la moitié des diagnostics a été engagée après une année, mais la restitution des résultats des diagnostics aux acteurs locaux a pris un retard d'environ 6 mois du fait de l'ampleur de cette démarche. 232 diagnostics de phase 1 (mesure des substances chimiques dans les sols), 138 de phase 2 (mesure des gaz du sol) et 11 de phase 3 (mesure des polluants dans les bâtiments) sont en cours.

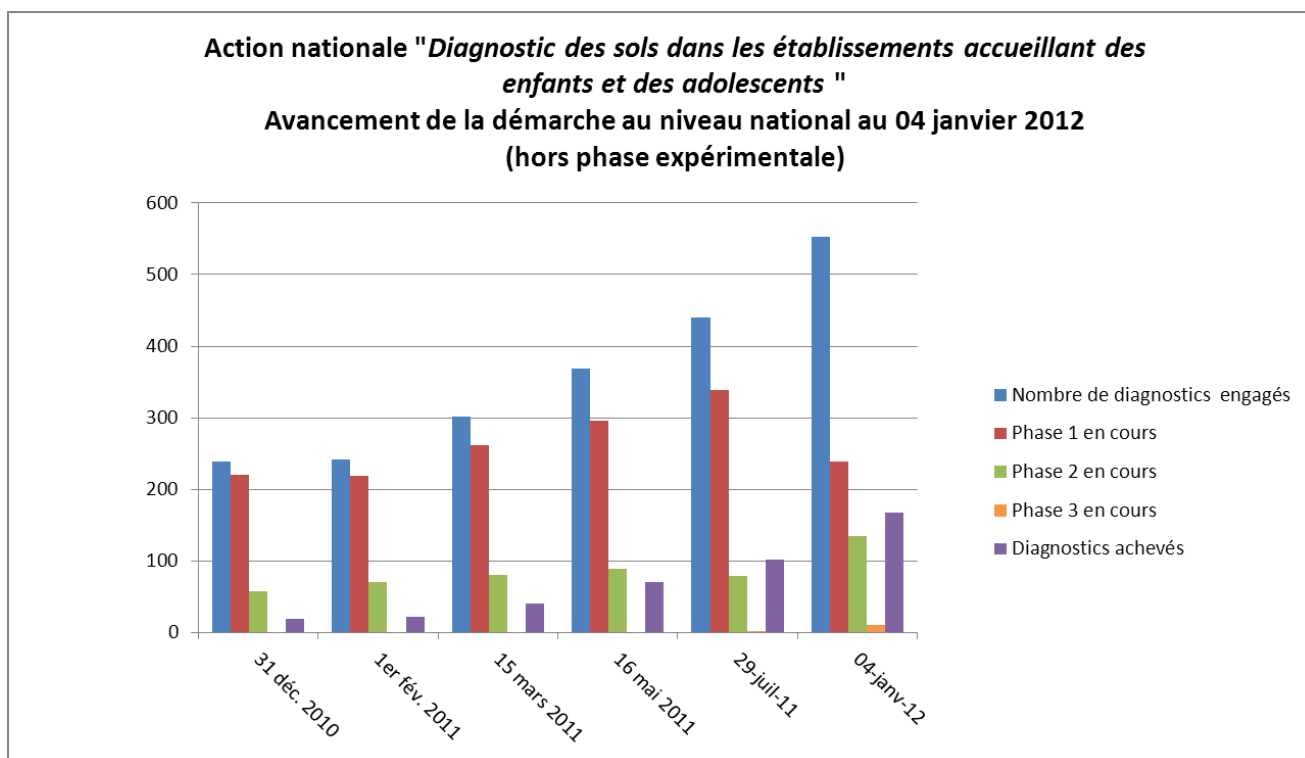
Au 4 janvier 2011, au total **183 Etablissements recevant des populations sensibles** ont été classés, la répartition selon les différentes catégories est la suivante :

- **151 établissements classés en catégorie A** : « les sols de l'établissement ne posent pas de problème »,
- **30 établissements classés en catégorie B** : « les aménagements et les usages actuels permettent de protéger les personnes des expositions aux pollutions, que les pollutions soient potentielles ou avérées »,
- **2 établissements classés en catégorie C** : « les diagnostics ont montré la présence de pollutions qui nécessitent la mise en œuvre de mesures techniques de gestion, voire la mise en œuvre de mesures sanitaires ». Dans les deux cas, des pollutions métalliques en concentration incompatible avec les usages de sols superficiels ont été mesurées. Il est proposé au maître d'ouvrage de l'un des établissements de recouvrir les sols de la cour par un revêtement neuf.

## Un premier retour d'expérience de la démarche

Les premiers résultats sont plutôt rassurants sur l'état des milieux d'exposition des sites investigués. Toutefois, les diagnostics ont concerné jusqu'à présent des régions historiquement peu industrielles. Les premiers établissements du Nord Pas-de-Calais, de Lorraine et de Haute Normandie verront leurs diagnostics démarrer en 2012.

En terme de logistique, les bureaux d'étude rencontrent de plus en plus de chefs d'établissements ou de maîtres d'ouvrage qui n'ont plus connaissance de cette démarche, notamment parce qu'ils n'étaient pas nécessairement en poste lors de la campagne d'information de juin 2010. Il est donc prévu de relancer une nouvelle action en ce sens, afin de permettre la poursuite de la démarche dans de bonnes conditions.



## La prévention incendie dans les élevages

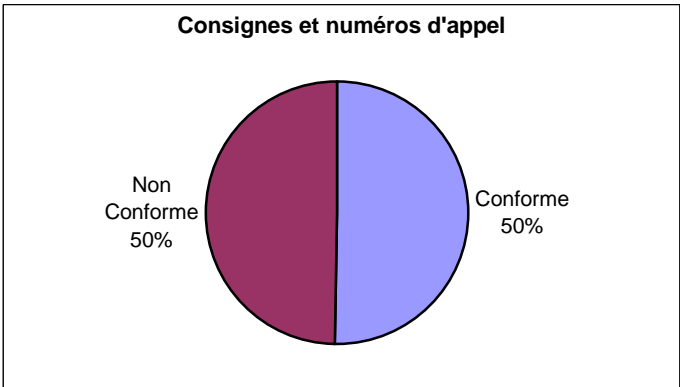
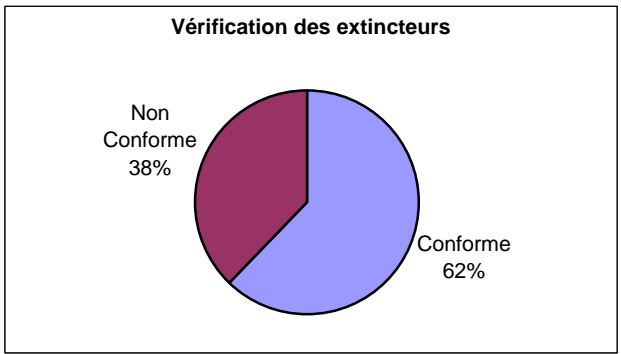
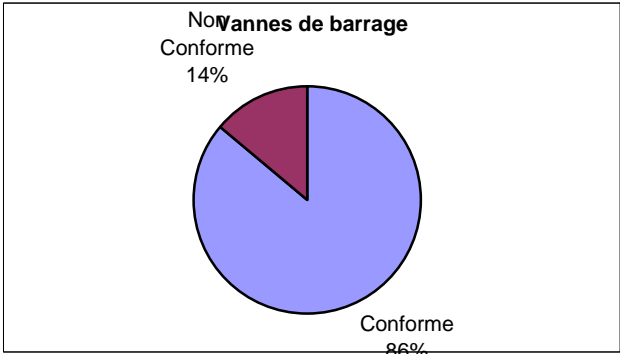
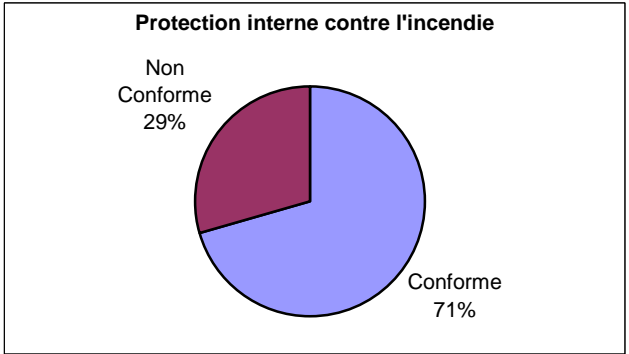
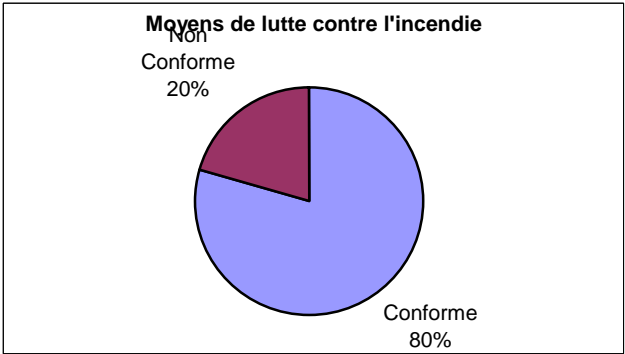
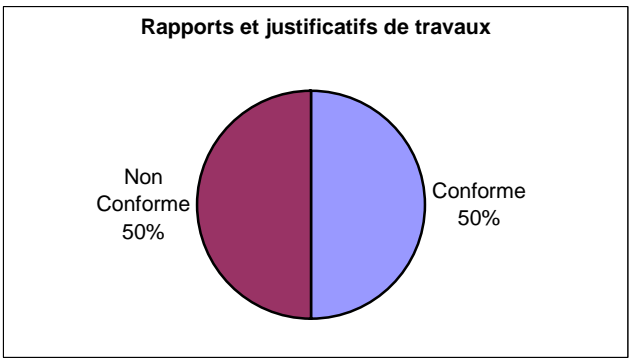
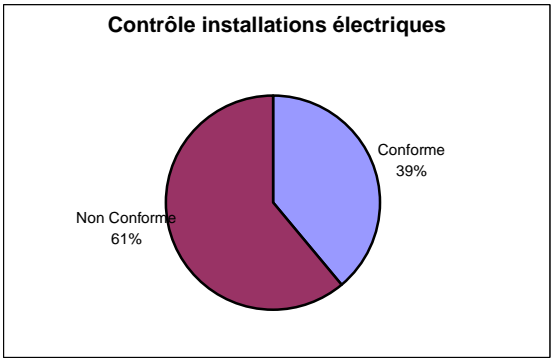
Points de contrôle	Type de réponse	Nombre d'établissements	% de non conformité
Contrôle installations électriques	Conforme	745	61%
	Non Conforme	1165	
Rapports et justificatifs de travaux	Conforme	508	50%
	Non Conforme	509	
Moyens de lutte contre l'incendie	Conforme	1565	20%
	Non Conforme	403	
Protection interne contre l'incendie	Conforme	1349	29%
	Non Conforme	562	
Vannes de barrage	Conforme	1209	14%
	Non Conforme	196	
Vérification des extincteurs	Conforme	1105	38%
	Non Conforme	674	
Consignes et numéros d'appel	Conforme	958	50%
	Non Conforme	948	
Prescriptions complémentaires par AP	Conforme	445	12%
	Non Conforme	61	
	Sans objet	1072	

La principale non conformité constatée dans les élevages concerne le contrôle des installations électriques qui doit être effectué au moins tous les trois ans par un technicien compétent : 61% des élevages inspectés depuis le début de l'année sont non conformes à la réglementation sur ce point.

50% des élevages inspectés disposent des rapports de vérification des installations et des justificatifs de réalisation des travaux, 38% vérifient périodiquement les extincteurs et 50% affichent les numéros d'appel d'urgence.

En 2012, les installations ayant présenté des non conformités feront l'objet d'une visite de contrôle de la mise en conformité.

Enfin, 51 accidents liés à des incendies dans des installations comprenant des élevages ont été répertoriés en 2011 (base ARIA).



## Les actions de contrôle déchets en 2012

Plusieurs actions sont prévues dans le domaine des déchets en 2012 :

1. Une première action de contrôle au niveau du **recensement et du suivi des déchets inertes (ISDI)** a été engagée en 2010 et poursuivie en 2011. L'objectif de l'année 2012 est la fermeture de toutes les installations de stockage non autorisées et la mise en conformité des installations autorisées.

Dans la plupart des départements, de nombreuses installations ont vu leur situation administrative s'améliorer, d'autres ont connu également leur première inspection. Toutefois, près de la moitié des installations fonctionnent toujours sans autorisation. La résorption des installations de stockage de déchets inertes non autorisées va faire l'objet d'un point de contrôle ferme.

Cette action nationale comportera plusieurs phases, notamment la finalisation du recensement des installations non autorisées ainsi que la fermeture de toutes les installations non autorisées avant fin 2012. Les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement seront utilisées de façon systématique, notamment les astreintes journalières et les amendes administratives.

2. Cette action sera complétée par la **surveillance des installations de transit de déchets** permettant de prévenir les abandons de sites, notamment après une liquidation judiciaire, laissant à la charge de l'Etat la gestion d'une quantité importante de déchets accumulés au cours du temps. Les installations de tri, transit, regroupement de déchets soumises à déclaration et à autorisation (hors régime Seveso AS) sont spécifiquement visées pour cette action, notamment les établissements susceptibles d'être nouvellement soumis à la nomenclature des installations classées suite à la publication du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées (transit de bois créosotés, d'huiles alimentaires usagées...).

L'inspection approfondie des installations visera en particulier la qualité des déchets entrants, ainsi que la bonne position administrative par rapport à la rubrique visée et au régime de classement. Une attention particulière sera portée sur le stock de déchets présents sur le site d'une part, et sur l'évolution de la quantité de déchets au cours du temps, d'autre part. La gestion des déchets sortants et plus particulièrement la vérification du choix d'une filière de traitement adaptée fera l'objet d'un point de contrôle particulier, ainsi que la conformité vis-à-vis de la traçabilité et des transferts transfrontaliers de déchets.

Par ailleurs, le projet de décret sur les garanties financières prévoit qu'à compter de juillet 2012, les exploitants d'installations existantes de traitement de déchets soumises à autorisation ou à enregistrement auront 2 ans pour constituer des garanties financières permettant, en cas de défaillance de l'exploitant, de mettre en sécurité le site et d'évacuer les déchets présents dans l'installation. Les exploitants devront dans un premier temps calculer ces garanties pour l'ensemble de leurs installations. Cette obligation étant d'application immédiate pour toute nouvelle installation autorisée après le 1er juillet 2012, l'inspection des installations classées sera amenée à vérifier le calcul de ces garanties pour les nouvelles installations.

3. Une autre action aura trait au contrôle des **installations de démantèlement des véhicules hors d'usage (VHU) non agréées**. Des évolutions réglementaires sont en cours concernant les activités de déconstruction et de broyage de véhicules hors d'usage, afin d'accroître la performance des filières de gestion des VHU du point de vue du recyclage, et d'améliorer les conditions d'exploitation des installations concernées.

Cependant, ces objectifs ne peuvent être atteints que dans la mesure où les VHU empruntent les filières réglementées. En 2012, une première vague d'installations de démantèlement de véhicules hors d'usage (centres VHU) qui ne disposent pas d'un agrément préfectoral feront l'objet d'un contrôle en vue de leur régularisation. Ces contrôles seront opérés systématiquement avec le concours des forces de gendarmerie ou de police.

4. **Contrôle des producteurs des filières dites de responsabilité élargie des producteurs (REP).** Les politiques françaises de collecte, de recyclage et de traitement des déchets s'appuient pour partie sur les « filières REP », qui touchent diverses catégories de produits (emballages, équipements électriques et électroniques, véhicules hors d'usage, piles et accumulateurs, textiles, papiers, meubles...).

Dans ces filières, les fabricants nationaux, les importateurs de produits et les distributeurs pour les produits de leurs propres marques doivent prendre en charge, notamment financièrement, la collecte séparée puis le recyclage ou le traitement spécifique des déchets issus de ces produits. Ils peuvent assumer leur responsabilité de manière individuelle ou collective, dans le cadre d'un éco-organisme. Dans ce dernier cas, ils adhèrent à une société souvent agréée par les pouvoirs publics, à laquelle ils versent une contribution financière. En pratique, la plupart des producteurs choisissent cette solution. Leurs contributions, qui s'élèvent aujourd'hui globalement à un peu moins d'un milliard d'euros par an, viennent en soutien à la collecte et au traitement des flux de déchets concernés. Elles sont essentiellement reversées aux collectivités locales ou aux prestataires de collecte et de traitement des déchets concernés.

La montée en puissance de ces filières, depuis le milieu des années 1990, a permis des progrès très significatifs en matière de recyclage et de traitement spécifique des déchets. Toutefois, le non-respect par certains producteurs de leurs obligations en matière de REP pénalise les dispositifs en place. C'est pourquoi un régime de sanctions administratives pour les producteurs ne respectant pas leurs obligations a été introduit dans le code de l'environnement en 2010. En 2012, des contrôles ciblés de producteurs seront menés dans l'ensemble des filières afin de mettre en œuvre ce nouveau régime de sanctions.

5. **Gestion des pneumatiques usagés des centres de traitement des véhicules hors d'usage (VHU) agréés.** Des efforts sont encore nécessaires pour atteindre les objectifs européens ambitieux en matière de « réutilisation et recyclage » (85% en 2015) et « réutilisation et valorisation » (95% en 2015) des déchets de pneumatiques usagés. Dans ce cadre, le flux des pneumatiques usagés issus du démantèlement des véhicules hors d'usage a été identifié comme prioritaire. Un décret de février 2011 prévoit que les constructeurs automobiles reprennent désormais gratuitement et traitent les pneus usagés démontés des véhicules hors d'usage dans les installations de démantèlement des VHU agréés.

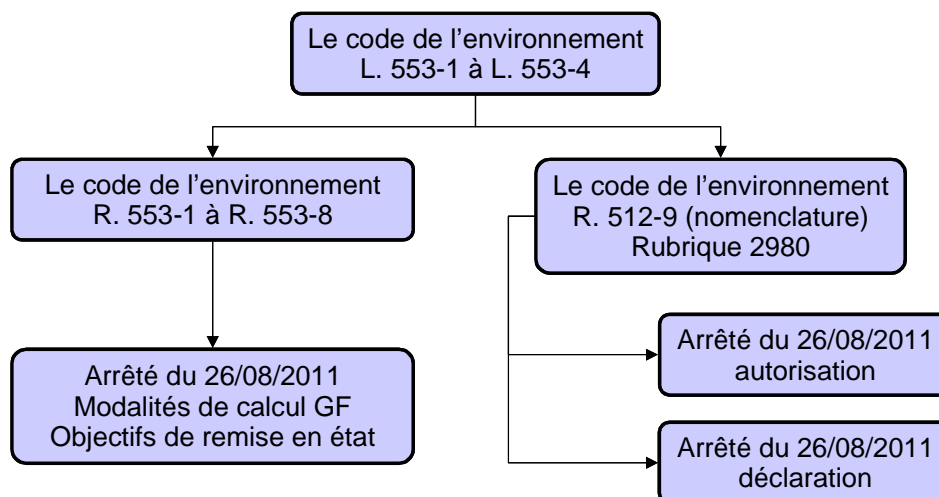
En 2012, des courriers de rappel à la réglementation en matière de démontage des pneumatiques et de sensibilisation aux dispositifs gratuits de collecte et de traitement mis en place par les constructeurs automobiles seront envoyés à l'ensemble des centres VHU agréés. Ces courriers pourront s'accompagner de visites sur site.



## Les éoliennes

La loi Grenelle II a fait entrer les éoliennes dans le champ d'application des installations classées pour la protection de l'environnement. Si elle a été perçue par la profession comme une nouvelle entrave au développement de l'éolien, la décision prise répond surtout à l'objectif d'encadrer de manière plus solide l'instruction des demandes d'implantation des éoliennes et veiller à un développement harmonieux de l'éolien terrestre.

Le ministère du Développement durable a publié au mois d'août 2011 une série de textes réglementaires<sup>4</sup> actant le basculement des éoliennes dans le régime des installations classées :



Deux circulaires d'application sont venues compléter le dispositif réglementaire en organisant l'action des services chargés désormais d'instruire les demandes de permis de construire et les demandes d'autorisation d'exploiter déposées dans le cadre des nouveaux projets éoliens.

La circulaire du 17 octobre 2011 précitée rappelle les engagements du gouvernement en matière de développement de l'éolien :

- la simplification des démarches par la désignation d'un interlocuteur unique pour l'instruction des dossiers,
- la réduction du délai d'instruction à un an et la réduction des consultations requises en désignant, pour les éoliennes, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) comme commission compétente en matière d'ICPE,
- le renforcement de l'homogénéité des pratiques en matière d'autorisation par l'instauration de clubs régionaux éoliens piloté par les DREAL,
- l'amélioration de la sécurité juridique pour les exploitants en liant les règles de caducité du permis de construire et de l'autorisation ICPE.

<sup>4</sup> Décret du 24 août 2011 portant création des articles R. 553-1 à R.553-8 du code de l'environnement, Décret du 24 août 2011 créant la rubrique 2980 relative aux parcs d'aérogénérateurs, Arrêté du 26 août 2011 relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à déclaration au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement

En terme d'accompagnement enfin, le ministère a assuré un suivi de l'entrée en vigueur des textes réglementaires par la mise en place d'une formation itinérante de septembre à décembre 2011 à destinations des agents des services déconcentrés.

Le ministère a également organisé une journée d'information du monde industriel qui a réuni près de 200 professionnels de l'éolien le 4 octobre 2011 à Paris.

2012 sera une année de montée en puissance du nouveau dispositif éolien avec les premières autorisations d'exploiter délivrées au titre de la législation ICPE. Les délais d'instruction seront suivis attentivement. Par ailleurs le ministère pilotera la poursuite de travaux techniques au niveau national pour traiter du sujet des radars ou des protocoles de suivi environnemental.

# ANNEXES

# 1. Illustrations d'actions 2011 dans les régions

## Actions nationales 2011 visant à améliorer le niveau de maîtrise des risques à la source

### Région Champagne-Ardenne

**Société** : ECOLAB à Châlons-en-Champagne (51)

**Activité** : Fabrication de produits chimiques

L'entreprise ECOLAB à Châlons-en-Champagne est spécialisée dans la fabrication de produits de nettoyage et de désinfection. Ce site est le premier site de production du groupe en Europe et le second au niveau mondial. L'établissement marnais emploie 220 personnes.

Une action soutenue de la part de l'inspection des installations classées depuis le classement du site sous le régime « Seveso seuil haut » a conduit l'industriel à réaliser divers aménagements destinés à améliorer le niveau global de sécurité de son site :

- L'usage d'eau oxygénée à plus faible dosage a permis de réduire les risques à la source. Par ailleurs, des moyens de défense incendie supplémentaires ont été mis en place : rideau d'eau, dispositif de refroidissement des citernes de wagon potentiellement exposées à un incendie, détection de température au niveau des wagons, vidéo-surveillance....

Coût total de l'ensemble de ces mesures : 0,2 million d'euros.

- D'importants travaux de mise en conformité ont amélioré la sécurité de l'entrepôt principal du site qui représente un enjeu stratégique pour l'industriel : construction de murs intérieurs avec une bonne tenue au feu, désenfumage, écrans de cantonnement, dispositifs de rétention, détection incendie....

Coût total de l'ensemble de ces mesures : 1,3 million d'euros.

- L'amélioration générale des moyens de défense contre l'incendie du site, notamment par la création d'une nouvelle aire de pompage sur un canal voisin pour les services de secours, la création d'un bassin de confinement et la réaffectation d'une cuve de 660 m<sup>3</sup> comme deuxième réserve d'eau incendie.

Coût total de l'ensemble de ces mesures : 0,3 million d'euros.

Ajoutés à d'autres mesures de sécurité mises en place dans le courant de l'année 2011, le montant de l'ensemble de ces travaux s'élève à environ 2 millions d'euros.

Ces aménagements ont été réalisés suite à la régularisation de la situation administrative du site qui s'est soldée par la délivrance d'un nouvel arrêté d'autorisation en date du 16 septembre 2009.

## Région Lorraine

**Société : ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine à Seremange-Erzange (57)**

**Activité : Sidérurgie**

La société ARCELORMITTAL Atlantique et Lorraine, sur la commune de Seremange-Erzange, exploite une cokerie et une aciérie qui en font un site classé Seveso seuil haut. À ce titre, ce classement résulte, au niveau de la cokerie, de la présence de stockages de :

- benzol, substance toxique (196 tonnes) ;
- d'ammoniac, gaz inflammable et toxique (2 tonnes) utilisé par un groupe de refroidissement de gaz ;
- du gazomètre du fait d'un stockage important de gaz inflammable (20 tonnes).

Les compléments d'études de danger remis par l'exploitant entre 2006 et 2011 ont fait l'objet d'une première instruction par l'inspection des installations classées ponctuée de nombreux échanges avec l'exploitant. Cette analyse a permis d'étudier les propositions de réduction du risque à la source proposées par l'exploitant sur l'ensemble des installations de la cokerie et de l'aciérie.

Afin de réduire les distances d'effets générés par les potentiels phénomènes dangereux issus de l'exploitation du groupe de refroidissement situé dans le secteur « traitement du gaz » de la cokerie (installation dont la capacité d'ammoniac est de 1,3 tonne), **l'exploitant s'est engagé dès 2011 à substituer l'ammoniac de cette installation par un gaz non toxique et non inflammable sous un délai de deux ans**. Cette mesure a été reprise dans un arrêté préfectoral du 24 mai 2011 qui demandait également que l'exploitant fournisse sous un délai d'un an une présentation détaillée de l'installation projetée en remplacement de l'installation de réfrigération à l'ammoniac, accompagnée d'un échéancier de travaux.

L'exploitant a informé Monsieur le Préfet par courrier du 8 août 2011 de la cessation de l'activité de l'installation de réfrigération à l'ammoniac au 8 novembre 2011, anticipant ainsi l'échéance fixée par l'arrêté préfectoral suscité. **L'arrêt de l'ammoniac permet la suppression des effets dangereux hors du site dus à ce groupe de réfrigération** (réduction des effets sur une distance de l'ordre de 1,2 à 1,6 km).

**Les investissements liés à ces travaux ont été estimés à 1 million d'euros.**

**Société : BUTAGAZ TRANSITIONS SAS à Castelsarrasin (82)**

**Activité : Stockage de GPL**

Le dépôt BUTAGAZ de Castelsarrasin s'étend sur une surface de 52 hectares (dont 11,5 hectares clôturés). L'effectif du dépôt est composé de trois personnes (un chef de dépôt, un administratif et un opérateur de site) et fonctionne du lundi au vendredi. En dehors de ces jours, un gardiennage est assuré par un agent de surveillance effectuant des rondes régulières.

Au travers de ce dépôt, la société BUTAGAZ exerce une activité de stockage et de distribution de gaz inflammables liquéfiés via :

- un stockage global de 5 000 m<sup>3</sup> de propane réparti dans deux cigares sous talus de 2 500 m<sup>3</sup> chacun ;
- 7 postes de déchargement dont 6 pour les wagons et 1 pour les camions ;
- 6 postes de chargement dont 3 pour les camions et 3 pour les wagons (postes mixtes pour chargement et déchargement).

Le site est classé Seveso seuil haut pour ses activités de stockage de propane liquéfié et fait l'objet à ce titre d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 11 juin 1992.

Initialement, le poste de déchargement des camions était un poste mixte wagon/camion. Ce poste n'était pas protégé d'un éventuel incendie par les rampes d'arrosage présentes sur la zone de dépotage. **L'exploitant a donc proposé d'agir sur ce risque afin de mieux en maîtriser les conséquences en déplaçant le poste de déchargement camion en position plus centrale sur le site.** Ce déplacement a été précédé du démantèlement de la zone de déchargement des camions du poste mixte wagon/camion sur un nouvel îlot.

En terme d'amélioration du niveau de sécurité du site, le déplacement du poste permet d'agir sur le risque par trois biais :

- L'amélioration du plan de circulation du site avec des zones clairement identifiées pour les camions et les wagons ;
- L'îlot construit au niveau de la zone « camion » a bénéficié d'une extension du dispositif d'arrosage fixe de la zone « camion ». Ceci permet donc sa protection contre l'incendie ;
- Le repositionnement au centre du site permet en éloignant le potentiel de danger des limites du site de réduire l'impact sur les populations environnantes en cas d'accident.

Cette modification a été mise en place durant l'été 2011 et a demandé des travaux lourds à l'exploitant qui a dû créer une tuyauterie de dérivation entre la zone « pomperie » et la zone « camion » du site. La finalisation des travaux a été contrôlée par l'inspection des installations classées lors d'une visite approfondie en octobre 2011.

**L'investissement correspondant est de l'ordre de 800 000 euros.**

## 2. Statistiques d'activité 2011 de l'inspection des installations classées

(données provisoires au 6 février 2012)

### Effectifs de l'inspection des installations classées

Le pilotage de l'inspection des installations classées est assuré par la Direction générale de la prévention des risques du ministère du Développement durable.

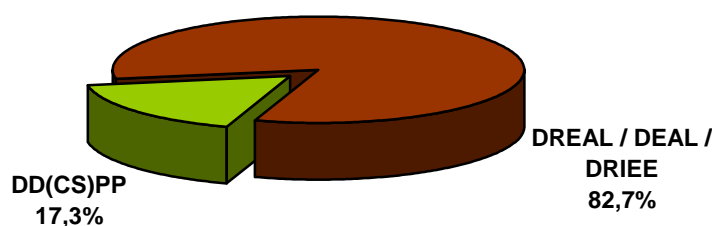
En 2011, les services d'inspection des installations classées sont principalement les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL)<sup>5</sup> et les Directions Départementales (de la Cohésion Sociale) et de la Protection des Populations (DD(CS)PP).

Les DD(CS)PP assurent l'inspection des élevages, des abattoirs, des équarrissages et de certaines activités agroalimentaires, tandis que les DREAL assurent l'inspection de la majorité des installations industrielles et tertiaires. Les inspecteurs sont des agents de l'Etat assermentés.

Pour les installations relevant du ministère de la Défense, l'inspection en est assurée par le Contrôle Général des Armées.

Fin 2011, l'effectif de l'inspection des installations classées était d'environ 1 500 agents techniques au sein des différents services déconcentrés soit environ 1 230 inspecteurs équivalents temps plein (ETP).

#### Effectifs techniques de l'inspection : répartition par services au 31/12/2011



Équivalent temps plein : 1 230

Nombre d'agents : 1 487

<sup>5</sup> Par DREAL, il faut entendre, soit les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), soit la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie (DRIEE) en Ile-de-France, soit les Directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) en Outre-Mer.

Depuis plusieurs années, le nombre d'inspecteurs des installations classées a augmenté en particulier dans les DREAL. **Ainsi, sur la période 1995-2011, le nombre d'inspecteurs a doublé, passant de 581 équivalents temps plein en 1995 à 1 230 fin 2011.**

Devant les attentes légitimes de la société civile en terme d'amélioration de la maîtrise des risques et de l'ensemble des travaux en cours ou à lancer, le ministère du Développement durable a décidé de poursuivre la remise à niveau des moyens de l'inspection des installations classées. Ainsi dans le cadre du programme stratégique de l'inspection 2008-2012, l'engagement de créer 200 postes d'inspecteurs a été pris. Puis, à l'issue de la table ronde sur les risques industriels qui s'est tenue en juillet 2009, cet engagement a été porté à 300 postes. Dans cet objectif, 25 postes ont été affectés en renfort dès 2008, 57 postes en 2009 et 72 postes en 2010 (dans le domaine de l'inspection des installations classées et de la sécurité industrielle). En revanche, une trentaine de postes ont été supprimés en 2011 en contribution à la réduction des effectifs du ministère. Si 2011 voit une augmentation effective de 29 ETP de l'inspection, les postes budgétaires ouverts peinent toujours à être pourvus.



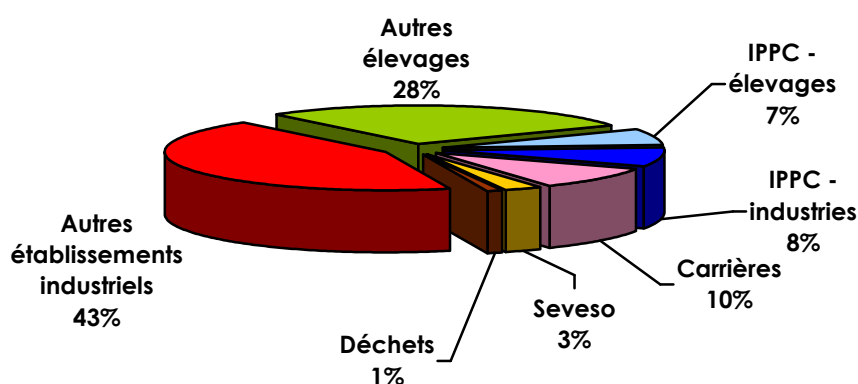
## La législation des installations classées

Les installations industrielles ou agricoles susceptibles de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances sont soumises à la législation des installations classées inscrite au code de l'environnement.

Les activités qui relèvent de cette législation sont énumérées dans une nomenclature et sont soumises soit à un régime de déclaration, soit à un régime d'autorisation ou d'enregistrement :

- La déclaration concerne les activités relativement moins polluantes ou moins dangereuses. On compte environ **450 000 installations soumises à déclaration en France**. Près de 10 500 installations nouvelles ont été déclarées en 2011.
- L'autorisation concerne les installations qui présentent les risques, pollutions ou nuisances les plus importants. Fin 2011, on compte près de **43 600 établissements en fonctionnement comprenant au moins une installation soumise à autorisation**. Parmi ces établissements, on dénombre 1 140<sup>6</sup> établissements dits « Seveso » présentant des risques d'accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, 6 500 établissements relevant de la directive européenne IPPC<sup>7</sup> (dont 3 100 élevages), 4 200 carrières et 15 300 élevages. Dans le cadre des revues de la réglementation visant à une démarche proportionnée des procédures, les seuils d'autorisation de plusieurs catégories d'installations ont été relevés. Ces travaux de simplification de la nomenclature des installations classées conduisent à une baisse du nombre d'établissements autorisés en France depuis 2003.
- L'enregistrement est un régime d'autorisation simplifiée instauré par l'ordonnance du 11 juin 2009. Il vise des secteurs pour lesquels les mesures techniques pour prévenir les inconvénients sont bien connues (stations services, entrepôts...) et font donc l'objet de prescriptions générales. Il appartient au futur exploitant de démontrer la conformité de son projet aux prescriptions générales dans sa demande d'enregistrement. **Les textes initiant la mise en œuvre du régime d'enregistrement ont été publiés au JO du 14 avril 2010**. 1 050 établissements relèvent de l'enregistrement, 140 dossiers de demande d'enregistrement ont été reçus et 69 arrêtés préfectoraux d'enregistrement ont été signés en 2011.

### Répartition des établissements soumis à autorisation au 31/12/2011



<sup>6</sup> Dont 24 stockages souterrains de gaz qui dépendent du code minier.

<sup>7</sup> IPPC : prévention et réduction intégrées des pollutions

Entre 1997 et 2011, suite aux renforcements successifs de la réglementation sur les établissements soumis à la directive européenne « Seveso », **le nombre de ces établissements a triplé, passant de 397 établissements en 1997 à 1 116 fin 2011.**

Le nombre d'établissements autorisés dont le traitement des déchets est l'activité principale reste quant à lui stable autour de 540 établissements. Par ailleurs, du fait de la diminution et de la concentration progressives des activités d'extraction en France, le nombre de carrières soumises à autorisation est passé de 8 000 en 1997 à 4 200 fin 2011.

## Instruction des demandes d'autorisation ou de modification d'activités des sites

L'inspection des installations classées est chargée de l'instruction des demandes d'autorisation de nouvelles installations, d'extension ou de modification d'installations anciennes. **En 2011, près de 1 350 autorisations initiales ont été accordées (nouvelles installations ou extensions).**

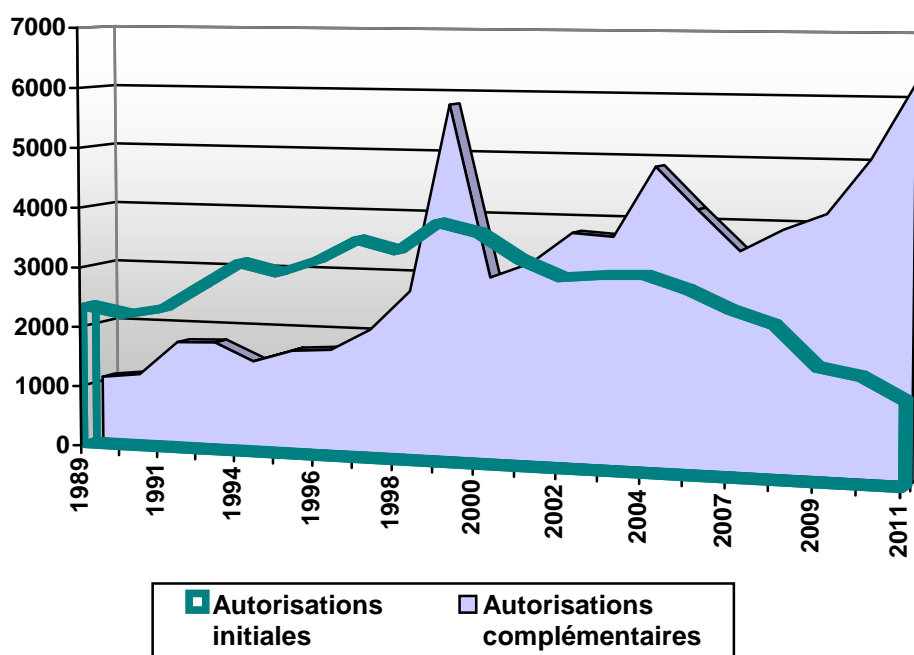
**6 250 arrêtés préfectoraux ont également été pris en 2011 pour compléter les prescriptions relatives à des installations existantes.**

En raison de la conjoncture économique, le nombre d'autorisations initiales est toujours en baisse en 2011. En revanche, le nombre d'arrêtés préfectoraux complémentaires continue à progresser sur la période 1989-2011. Ceci s'explique par le renforcement de la présence des inspecteurs des installations classées sur le terrain et de la réglementation (souvent européenne) qui impose un réexamen régulier de la situation des installations classées :

- examen des bilans de fonctionnement des installations soumises à la directive IPPC,
- réexamen des études de dangers des installations soumises à la directive Seveso,
- mise en œuvre de la directive cadre sur l'eau et des plans régionaux santé-environnement.

Ces arrêtés complémentaires se traduisent généralement par des exigences accrues envers les exploitants et conduisent à des réductions significatives en terme de rejets polluants et de risques accidentels.

Evolution du nombre d'arrêtés d'autorisation délivrés par l'inspection



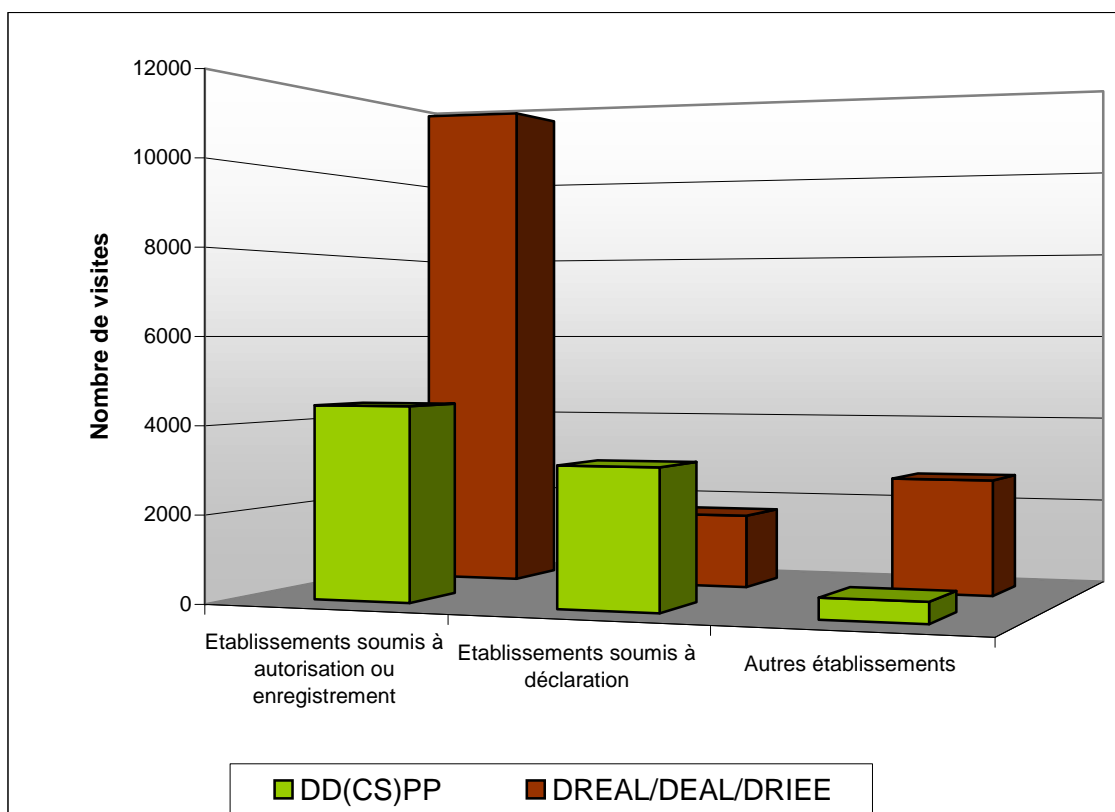
## Contrôles des installations classées

Les inspecteurs des installations classées sont chargés de surveiller les installations et de contrôler le respect des prescriptions techniques imposées aux exploitants. Ils interviennent également en cas de plainte, d'accident ou d'incident.

**En 2011, près de 24 000 visites d'inspection ont été réalisées.** Le nombre de visites d'inspection a doublé en 10 ans. L'inspection des installations classées a en effet amplifié sa présence sur le terrain et multiplié les contrôles sur site, notamment pour respecter les engagements du programme stratégique. Celui-ci prévoit des fréquences minimales d'inspection des établissements soumis à autorisation selon les enjeux qu'ils présentent en terme de protection des personnes, de leur santé et de leur environnement :

- au moins une fois par an pour les établissements qui présentent le plus de risques, **établissements dits « prioritaires »** ;
- au moins une fois tous les 3 ans pour les établissements qui présentent des enjeux importants, **établissements dits « à enjeux »** ;
- tous les établissements autorisés auront fait l'objet d'une inspection datant de moins de 7 ans d'ici à 2012.

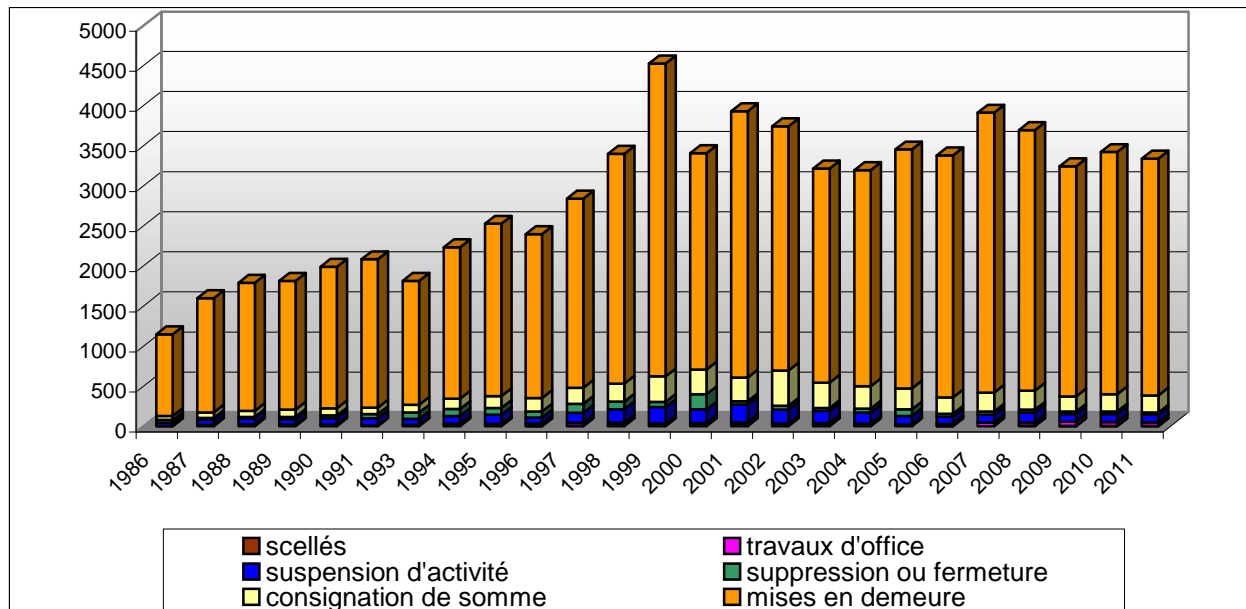
### Répartition des visites d'inspection par types d'établissements en 2011



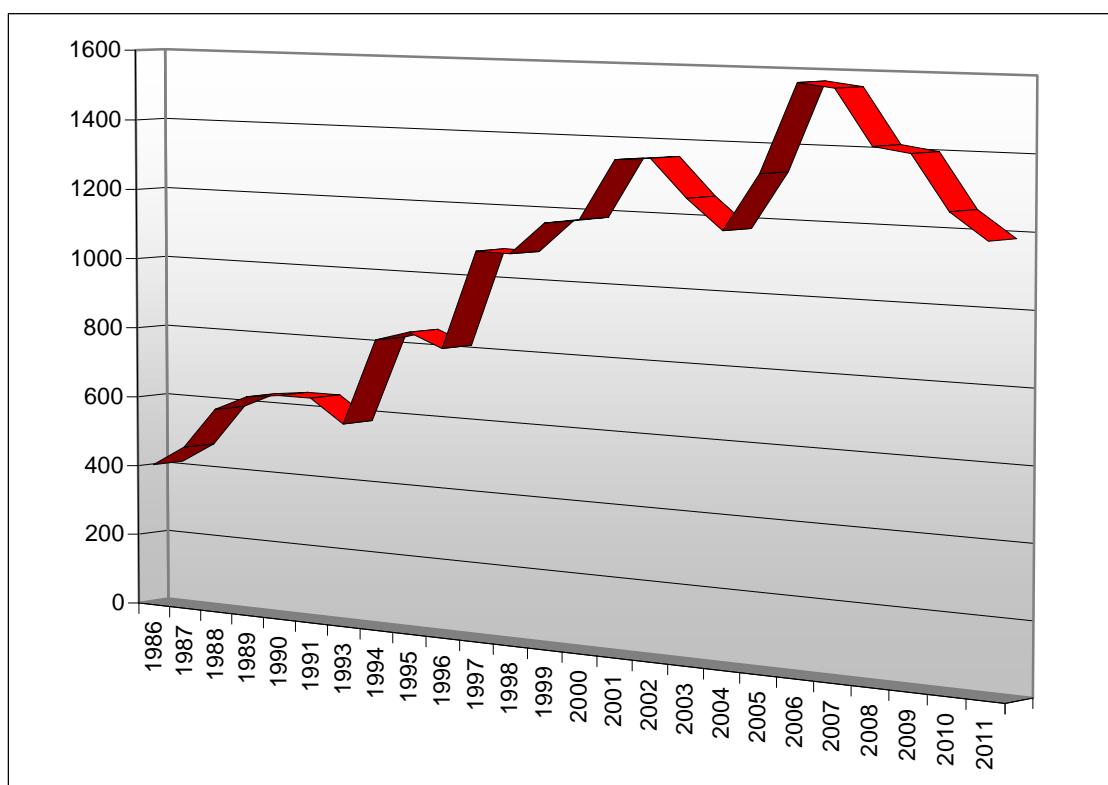
**Le non-respect par un exploitant d'une mise en demeure de se mettre en conformité avec la réglementation sur les installations classées peut aboutir à diverses sanctions administratives : arrêté de consignation de somme, de travaux d'office, de suspension d'activité, de suppression ou fermeture, apposition de scellés.** Des sanctions pénales peuvent également être proposées au Procureur de la République.

En 2011, pour l'ensemble des installations classées, 3 000 mises en demeure, 500 sanctions administratives et 1 200 procès-verbaux d'infraction, dont plus de 650 constatent des délits ont ainsi été établis.

### Evolution du nombre de mises en demeure et de sanctions administratives prononcées



### Evolution du nombre de procès-verbaux dressés par l'inspection



### 3. Accidentologie des installations classées

Cette fiche est réalisée sur la base des événements enregistrés dans la base de données ARIA gérée par le ministère. Des informations complémentaires sont disponibles sur le site [www.aria.developpement-durable.gouv.fr](http://www.aria.developpement-durable.gouv.fr)

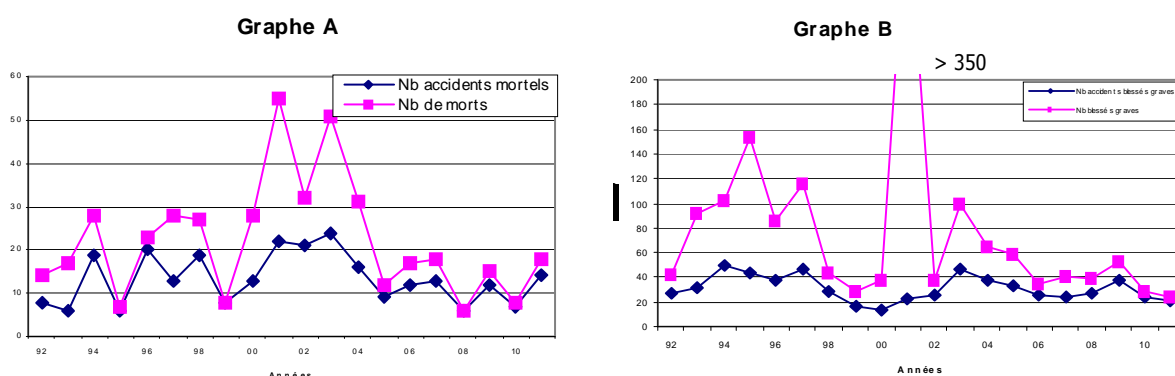
Caractéristiques générales des accidents	1992- 2011 21 612 accidents	2011* 917 accidents
<b>Types d'accidents (non exclusifs les uns des autres)</b>		
Incendies	64 %	65 %
Rejets de matières dangereuses	40 %	48 %
Explosions	7,1 %	8,4 %
Chutes / projections d'équipements	3,7 %	7,3 %
<b>Conséquences (non exclusives les unes des autres)</b>		
Accidents mortels	1,3 %	1,8 %
Accidents avec blessés	15 %	24 %
Pollution des eaux superficielles	13 %	7,3 %
Pollution des eaux souterraines	0,8 %	0,2 %
Pollution des sols	4,4 %	2,6 %
Pollution atmosphérique	10 %	19 %
Atteinte à la faune sauvage	3,4 %	1,0 %
Atteinte à la flore sauvage	1,0 %	0,3 %
Atteinte aux animaux d'élevage	3,8 %	4,0 %
Dommages matériels externes	3,9 %	4,8 %
Dommages matériels internes	74 %	71 %
<b>Principales causes (non exclusives les unes des autres)</b>		
Défaillance matérielle	54 %	52 %
Facteur organisationnel et humain	54 %	58 %
Causes externes (accident externe, agression naturelle...)	11 %	12 %
Malveillance avérée ou suspectée	7,4 %	9,1 %

\* chiffres provisoires (état au 25/01/2012)

Les installations classées sont à l'origine de 268 accidents mortels et de 443 victimes entre 1992 et 2011. Le **graphe A** représente l'évolution annuelle du nombre d'accidents mortels (trait bleu) et de victimes (trait rouge). Les 7 dernières années figurent parmi les plus faibles, malgré une augmentation en 2011. 30 % des accidents mortels de la période 1992-2011 impliquent des travaux réalisés sur les installations ou les phases de remise en service, cette proportion s'élève à 43 % pour l'année 2011.

En 2011, 14 accidents mortels ont été recensés, qui ont entraîné le décès de 12 employés et de 6 personnes du public.

Le **graphe B** donne l'évolution du nombre d'accidents avec blessés graves. Les installations classées sont ainsi à l'origine de 618 accidents avec 1 968 blessés graves recensés entre 1992 et 2011, dont au moins 300 recensés au niveau des seuls hôpitaux publics pour la catastrophe de Toulouse en septembre 2001. Une régression sensible du nombre de blessés graves s'est poursuivie depuis 2003.



*NB: les courbes portant sur des nombres de l'ordre de la dizaine d'unités par an ou moins peuvent être affectées d'effets stochastiques notables et doivent être interprétées avec prudence. Les tendances générales doivent être observées en considérant l'évolution sur plusieurs années*

Si les causes des accidents recouvrent une grande diversité de situations, elles témoignent dans l'ensemble de défaillances organisationnelles ou humaines, d'insuffisances en matière d'analyse de risques ou de prise en compte de leurs conclusions dans l'exploitation et d'insuffisances dans la maintenance ou la gestion des équipements ou systèmes de sécurité et d'intervention.

Les accidents ont souvent de multiples causes précédées de signes précurseurs et de défaillances élémentaires techniques ou organisationnelles dont l'importance a été sous-estimée.

La détection, l'analyse et le traitement des « signaux faibles » méritent d'être développés pour optimiser les mesures de prévention et suivre leur efficacité dans la durée. Ce processus d'amélioration continue suppose une communication active entre les acteurs et une forte implication de l'encadrement.

En matière de travaux sur les installations et de conduite des opérations de maintenance, les défaillances observées relèvent le plus souvent de l'insuffisance de l'analyse des risques, de travaux par points chauds à proximité de matières combustibles, de contrôles et vérifications après travaux insuffisants ou de maintenance insuffisante.

Qu'ils soient réalisés par des employés de l'établissement ou des sous-traitants, les travaux et opérations de maintenance sont souvent des phases délicates d'autant qu'ils entraînent la présence de nombreuses personnes à proximité directe des installations. Ils doivent faire l'objet d'une analyse préalable des risques associés, avec mise au point des mesures de prévention appropriées portées à la connaissance des intervenants, qu'ils soient opérateurs ou sous-traitants. Ils doivent être conduits sous la surveillance attentive de l'encadrement, puis contrôlés avec soin pour limiter le risque d'anomalie au redémarrage des installations.

La première moitié de la décennie 2000-2010 a été marquée par plusieurs accidents particulièrement dramatiques impliquant des installations classées, caractérisés par un bilan humain très lourd (éboulement à Rémire-Montjoly (973) en 2000, explosion de Toulouse (31) en 2001, explosion de Billy-Berclau (62) en 2003, cas groupés de légionellose...). A contrario, la deuxième moitié de la décennie voit un recul des accidents très meurtriers (pas d'accident avec 3 victimes ou plus recensé entre 2007 et 2010), mais se distingue par la survenue au sein d'installations classées de plusieurs accidents ayant eu un impact très significatif sur l'environnement : rupture d'un bac de pétrole à Ambès (33) en 2007, déversement de fioul à Donges (44) en 2008, importante pollution des sols et impact significatif sur les activités d'élevage à Saint-Cyprien (42) suite à l'incendie d'un site de traitement de déchets en 2008, pollution des eaux superficielles par du benzène à Saint-Avoid (57) en 2010.

Pendant l'année 2011, il n'y a eu à déplorer aucun accident majeur d'ampleur comparable aux accidents marquants cités ci-dessus. Elle se caractérise néanmoins par :

- d'une part, un nombre encore élevé d'accidents mortels (14), y compris au sein d'installations présentant usuellement un enjeu moindre: garages automobiles, exploitations agricoles, stations-service (un seul de ces 14 accidents est survenu sur un site Seveso),
- d'autre part, la survenue au sein de sites industriels de plusieurs incidents perceptibles à l'extérieur du site ayant entraîné des réactions de la société civile particulièrement vives eu égard aux conséquences réelles très limitées de ces événements.

Ces deux constats démontrent bien la nécessité, non seulement de continuer les efforts de prévention et d'encadrement des risques accidentels dans l'ensemble des installations classées, mais également de développer la connaissance par le public des risques industriels, à travers l'information, autant que possible donnée « à chaud », sur les incidents survenant sur les sites industriels importants, classés Seveso.

Enfin, il est important de rappeler qu'une série d'accidents notables survenus au cours des dernières années (ruptures ou avaries de réservoirs pétroliers à Ambès, Petit-Couronne, Gonfreville... fuites sur canalisations à Donges, Gravenchon, Manosque... dysfonctionnements d'autres équipements) atteste du « vieillissement » d'installations à risques. Elle confirme l'importance de l'organisation de la maintenance après plusieurs dizaines d'années de service. Il s'agit d'un enjeu capital pour la sécurité des personnes et la protection de l'environnement qui a conduit le gouvernement à adopter au début de l'année 2010 un plan de modernisation des installations classées et de prévention des risques liés au vieillissement des installations. L'application des mesures de ce plan a fait l'objet d'une action de contrôle prioritaire de l'inspection en 2011, action qui est reconduite pour 2012.



# GLOSSAIRE

<b>ADEME</b>	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie
<b>AIDA</b>	Base de données de la réglementation des installations classées, disponible sur Internet : <a href="http://www.ineris.fr/aida">www.ineris.fr/aida</a>
<b>BASIAS</b>	Base de données des sites ayant connu une activité industrielle dans le passé et donc pouvant être pollués – disponible sur Internet
<b>BASOL</b>	Base de données sur les sites et sols pollués gérés par l'administration, consultable sur Internet
<b>BREFs</b>	« Best reference documents » (documents européens décrivant les meilleures technologies disponibles dans chaque secteur d'activité pour réduire les pollutions)
<b>BRGM</b>	Bureau de recherches géologiques et minières
<b>CLP</b>	Règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008, dit règlement CLP (acronyme anglais pour Classification Labelling and Packaging), relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges
<b>CODERST</b>	Commission Départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques, elle permet de réunir l'ensemble des parties prenantes, notamment les élus et les associations de protection de l'environnement
<b>DCE</b>	Directive Cadre sur l'Eau du 23 septembre 2000
<b>DDI</b>	Directions départementales interministérielles
<b>DD(CS)PP</b>	Directions Départementales (de la Cohésion sociale) et de Protection des populations, services déconcentrés du ministère de l'agriculture exerçant sous l'autorité du MEDDTL les missions d'inspection des installations classées dans les installations agricoles
<b>DEAL</b>	Directions de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (services déconcentrés du MEDDTL en Outre-Mer)
<b>DRIEE</b>	Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France (service déconcentré du MEDDTL)
<b>SIIC</b>	Base de données des installations classées, disponible sur internet, via <a href="http://www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr">www.installationsclassées.developpement-durable.gouv.fr</a>
<b>HAP</b>	Hydrocarbures aromatiques polycycliques
<b>ICPE</b>	Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ce sont les installations industrielles et agricoles susceptibles de présenter un risque pour la santé, l'environnement ou la sécurité des personnes – il y en a 500 000 environ en France, dont près de 45 000 soumises à une autorisation préfectorale préalable)

<b>INERIS</b>	Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques
<b>IPPC</b>	Directive européenne sur la « prévention et la réduction Intégrée des pollutions », elle concerne les installations industrielles et agricoles les plus polluantes (6 500 en France), et leur impose de mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) pour réduire leurs rejets
<b>PCB</b>	Polychlorobiphényle (dérivés chimiques chlorés plus connus en France sous le nom de pyralènes, particulièrement persistants dans l'environnement)
<b>PCT</b>	Polychloroterphenil
<b>PNSE</b>	Plan National Santé Environnement
<b>PRSE</b>	Plans Régionaux Santé Environnement
<b>PPRT</b>	Plans de Prévention des Risques Technologiques (obligatoires autour des sites SEVESO à hauts risques)
<b>REISTA</b>	Réduction des Emissions industrielles de Substances Toxiques dans l'Air
<b>RSDE</b>	Recherche et réduction des rejets de substances dangereuses dans l'eau
<b>SEVESO</b>	Directive européenne sur les risques accidentels, elle concerne les installations les plus dangereuses (environ 1 200 en France)